- **LES CHANCES MINIMES D'UN RÉGLEMENT IMPÉRIALISTE AU MOYEN-ORIENT** Lire notre reportage en page 12

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

Vendredi 16 septembre 1977 - N° 508 Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76 1,70 F

A droite

Sourire aux lèvres, poings dans les poches

La droite jubile. La désunion manifeste de la gauche tranche en apparence avec son unité retrouvée. La cérémonie pour la signature du manifeste de la droite, dont on connaît le creux et l'inconsistance, a pourtant montré que cette unité était bien superficielle. Si chacun affecte de prendre très sereinement les déclarations du radical de droite, Servan Schreiber, il est patent que les centristes et le parti républicain jouent double jeu. La différence avec l'année dernière, c'est que les coups se distribuent en coulisse, et que la liberté de manœuvre du RPR n'est plus contrariée par des déclarations intempestives. Mais la place de Barre dans le dispositif de la droite n'est pas encore réglée. De nouvelles querelles en perspective.

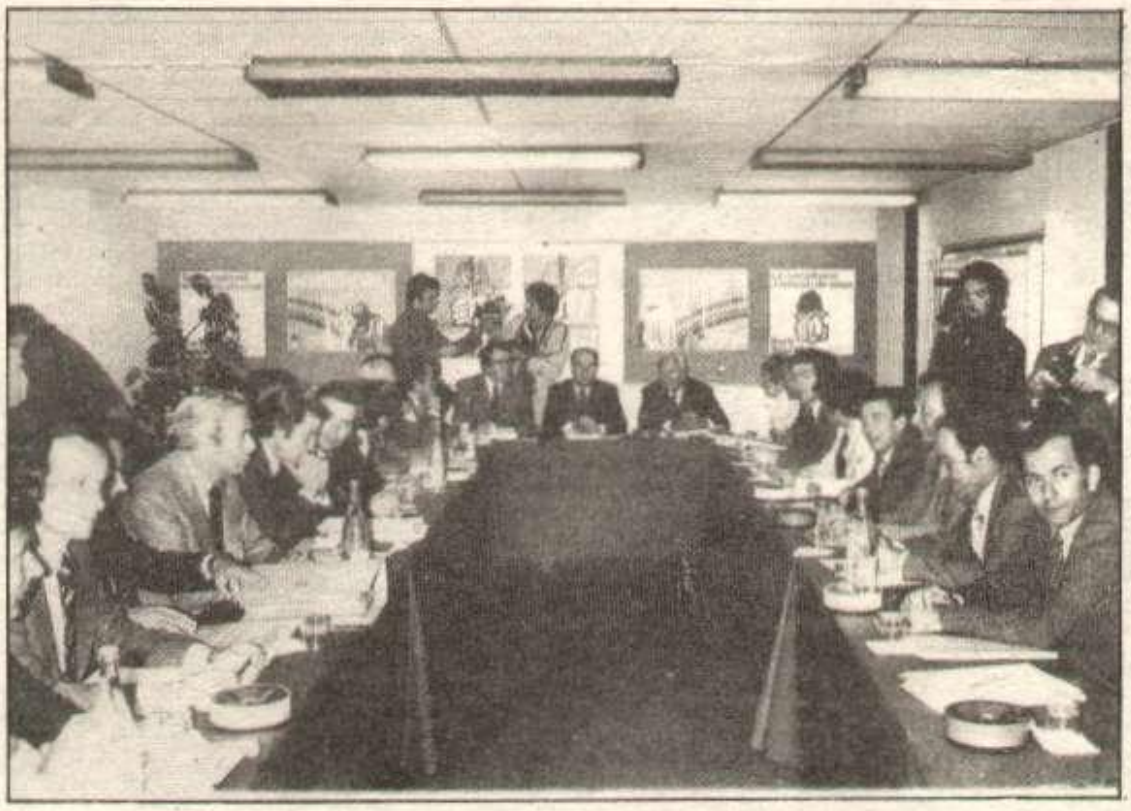
(Lire page 6)

Déception des sidérurgistes

Mercredi soir, la CGT avait convoqué les sidérurgistes à Terville, en Lorraine, pour regarder ensemble le face à face. Ferry s'est fait conspuer, chaque fois qu'il a affiché son mépris des sidérurgistes. Mais les interventions des dirigeants syndicaux, les ont quelque peu déçus : *«Comment se fait-il qu'on en soit là. A quoi bon parler de nationaliser la sidérurgie, si d'ici là, les licenciements se font ?»* Séguy a dit que Thionville serait remis en activité par la gauche. Mais si les installations sont détruites avant 78 ?... *«Qu'est-ce qu'on fait contre les licenciements ?»... «On ne nous donne pas de perspectives. Si les hauts fonctionnaires ferment le 31 décembre, est-ce qu'on nous réembauchera si la gauche est élue ?»*. A ces questions vitales, aucune réponse précise n'a été apportée mercredi soir. Le débat ne fait que réaffirmer la position de chacun sur l'après 78.

Sommet de la gauche

LA FELURE



- **Fabre suspend sa participation**
- **Marchais réclame la poursuite du sommet à deux**
- **Mitterrand repousse après lundi la reprise des discussions**

Le coup d'éclat de Robert Fabre mercredi soir, lors des négociations au sommet du programme commun, est à remettre à sa juste place. Certains y discernent une rupture avant l'heure de l'union de la gauche, mais rien ne vient encore étayer nettement cette thèse.

Certes, le point sur lequel Fabre a choisi de quitter la réunion, est un des points clefs des divergences de fond entre le projet du PCF et celui du reste de la gauche, puisqu'il commande pour une certaine part, le clivage entre l'évolution vers un capitalisme d'Etat, ou le maintien du capitalisme sous sa mouture actuelle. Certes, l'histoire, déjà tumultueuse, de l'union de la gauche ne nous avait pas encore fourni d'éclat de ce genre, et de négociations qui s'interrompent avec claquement de porte public et commentaires à chaud aussi vifs. Mais cela ne suffit pas pour voir dans la démarche des Radicaux de Gauche (MRG) une rupture, plutôt qu'une tactique destinée à la fois à faire reculer le PCF dans ses propositions, à la fois à revaloriser la place de cette organisation dans l'union de la gauche.

Du côté du parti de Fabre, cet éclat a été nettement prémédité. Le matin même de la négociation, Fabre publiait un article dans le journal officieux du PS, mettant au centre de sa revendication la non-extension des nationalisations, et la suppression de la «petite phrase» qui rend possible la nationalisation de toute entreprise si celle-ci est réclamée par ses travailleurs. (On sait que sur ce point, ils ne sont pas suivis pas le PS).

(Suite page 7)

Allemagne

LA CONTRE PROPAGANDE DE SCHMIDT

Le gouvernement allemand vient de lancer une offensive de contre-propagande en direction des pays européens. Selon celle-ci, la torture par isolement n'existerait pas, la privation sensorielle n'existerait pas. Le pasteur de la prison de Stammheim est mis à contribution pour déclarer que les prisonniers politiques jouissent d'un traitement de faveur.

Par ce moyen, le gouvernement allemand veut profiter de l'appui promis par Giscard pour qu'il livre l'avocat Klaus Croissant et s'engage à faire taire par les organes de presse para-gouvernementaux, la réalité de la répression en Allemagne.

Incendie dans un foyer d'immigrés

Dans la nuit de mercredi à jeudi, un incendie a détruit un foyer de travailleurs immigrés, rue Sedaine dans le 11e arrondissement de Paris. Il y a deux blessés graves parmi les résidents. Les causes exactes de l'incendie : acte criminel ou accident ne sont pas connues. Une chose est sûre, ce genre de foyers est une proie idéale pour les flammes.

Abattu pour un bifteck

Un jeune de 25 ans est actuellement dans un état alarmant à l'hôpital Beaujon, parce qu'il avait volé de la viande dans un supermarché.

Surpris par un inspecteur, il a été soumis à la fouille par le directeur du magasin. Au moment où il sortait de sa ceinture un pistolet en plastique, un convoyeur de fonds lui a tiré une balle dans le poumon.

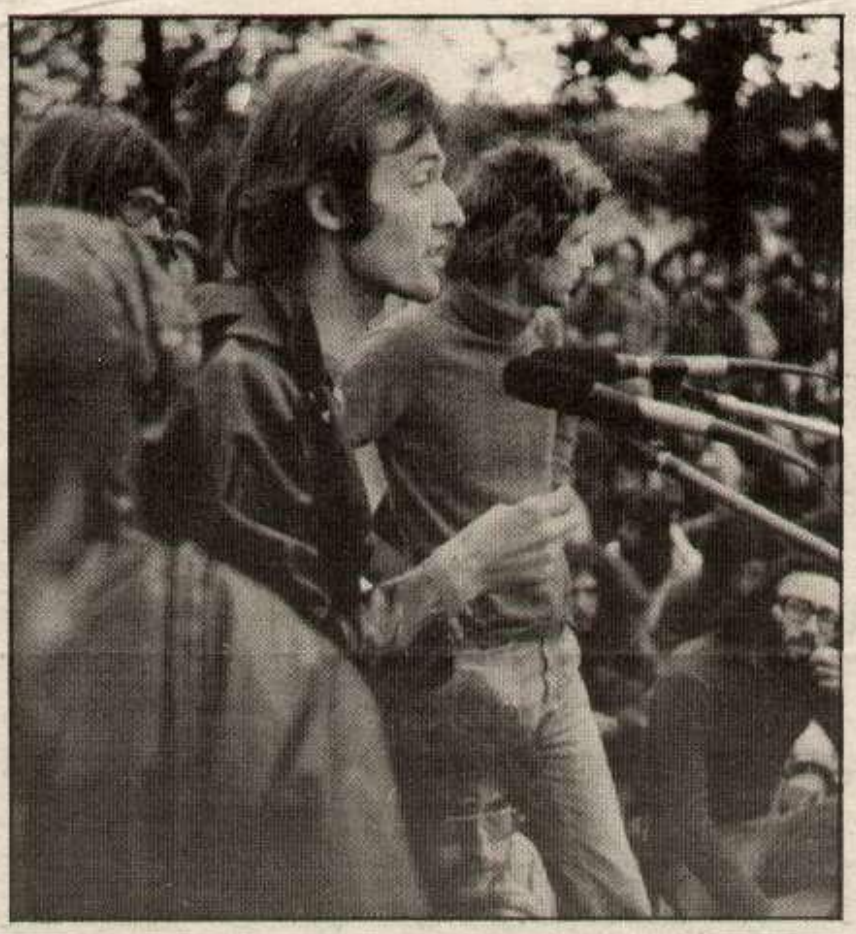
(Lire page 4)

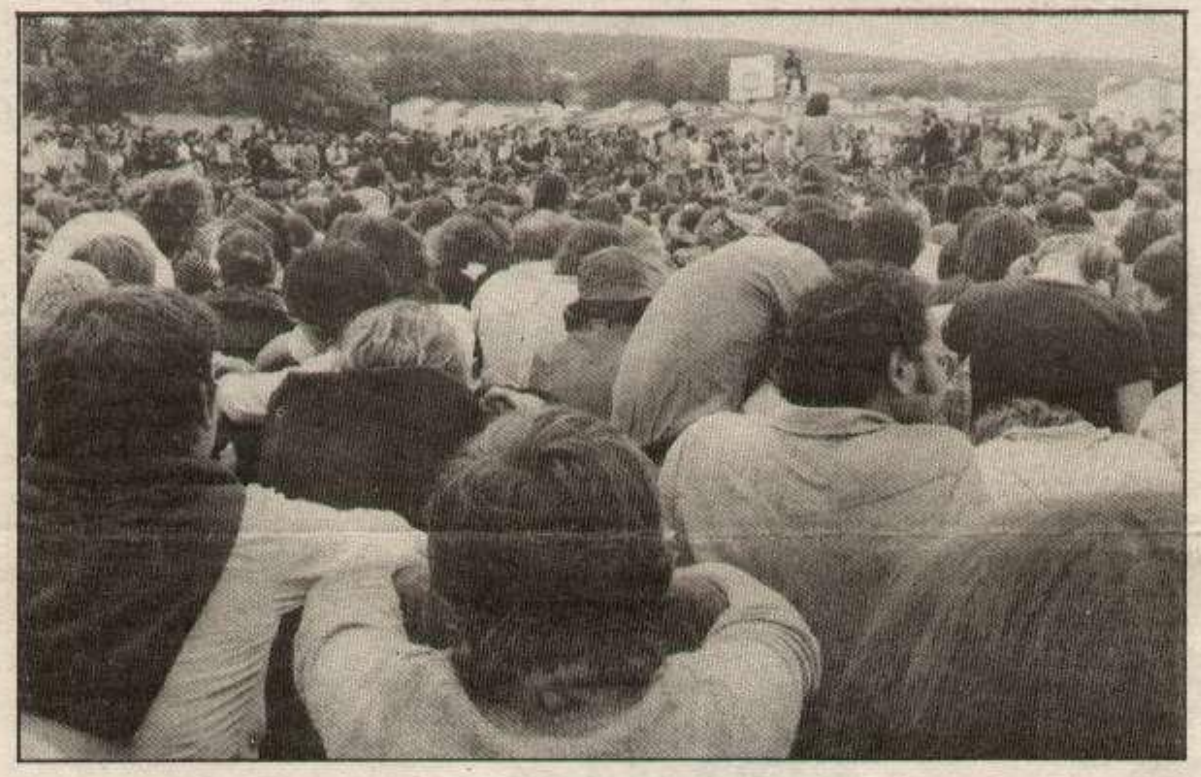
Le Rhin, égoût de l'Europe

Le Conseil des ministres de mercredi a approuvé un projet de loi ratifiant la convention européenne relative à la protection du Rhin, contre la pollution par les chlorures. Ce texte laisse de côté des sources de pollution tout aussi graves : arsenic, plomb, zinc, acides... dont des milliers de tonnes sont déversées dans ce fleuve chaque année.

(Lire page 5)

Le nucléaire en question





● Avant de poursuivre prochainement la publication d'autres éléments de débat, faisons un peu le point.

Nous avons abordé successivement les problèmes posés par l'approvisionnement en uranium, et par les différentes filières qui ont été à l'œuvre, qui le sont ou qui le seront dans notre pays, si le plan électronucléaire de la bourgeoisie française est mené à son terme. Nous avons ainsi pu voir que le problème de l'indépendance énergétique n'est en rien résolu par l'utilisation de l'énergie nucléaire, la solution des surrégénérateurs ne pouvant pas intervenir dans un avenir très rapproché. Le programme électronucléaire actuel est fondé sur le maintien de liens impérialistes avec les pays du Tiers-Monde producteurs d'uranium. Nous avons vu que les problèmes de sécurité, dont les répercussions peuvent être très graves, s'aggravent au fur et à mesure que se développe le programme nucléaire, les risques des réacteurs à neutrons rapides étant beaucoup plus importants que ceux des réacteurs graphite-gaz.

Nous avons vu, avec les travailleurs de la Hague et de Marcoule, que le problème du retraitement des combustibles irradiés dans les réacteurs ne connaissait pas aujourd'hui de solutions satisfaisantes, au moment où la COGEMA, filiale privée du CEA, passe d'énormes contrats de retraitement avec l'Allemagne, le Japon...

Pour quelles raisons la bourgeoisie s'entête-t-elle donc dans ce programme. L'exemple de Superphénix, de la répression des manifestations contre sa construction nous ont fait saisir que l'argument de l'approvisionnement énergétique en cache un autre, propre à l'impérialisme français : celui de ce *«marché du siècle»* que pourrait représenter le nucléaire. Vendre des centrales françaises est un des objectifs de la bourgeoisie actuellement en place. C'est aussi l'objectif de la gauche, exprimé clairement par le PCF. Et ceci à tout prix, y compris en faisant du peuple de France le *«cobaye»* de cette politique. Les vrais communistes ne peuvent que s'opposer avec force à un tel objectif et toutes ses conséquences. Concrètement, en demandant l'arrêt du programme et de la construction de Superphénix.

La question de l'utilisation du nucléaire est-elle pour autant résolue ? La fission nucléaire est une forme, parmi de nombreuses autres, d'énergie. La croissance de la consommation énergétique constatée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, dans les pays industrialisés, a pu faire paraître comme inéluctable l'utilisation du nucléaire. Or, nous avons commencé à voir, avec des recherches de l'IEJE (Institut d'Etude Juridique et Economique), que cette croissance était liée de très près à la structure capitaliste de notre économie. Comment la France socialiste l'envisagerait-elle ? s'il est certainement prématuré de vouloir répondre complètement à cette question, il est nécessaire de l'envisager dès aujourd'hui.

Mais, même en admettant qu'il soit nécessaire de recourir au nucléaire, comment peut se prendre une telle décision ? Quel doit être le débat démocratique, qu'on ne peut évidemment réduire à un référendum, voire à un simple sondage, dont l'issue tranchera la question ? Comment peut-on envisager le contrôle populaire sur une installation nucléaire, élément indispensable du débat démocratique.

Nous reviendrons sur toutes ces questions en publiant prochainement d'autres éléments. Mais, il est nécessaire que nos lecteurs prennent la parole, donnent leur avis, particulièrement sur ce qui sera l'un des multiples problèmes qu'aura à résoudre le socialisme dans notre pays.

Ouvrir le débat

Un lecteur nous a écrit pour faire part d'un certain nombre d'éléments concernant la construction des centrales nucléaires PWR, dont on sait qu'elles sont l'unique modèle actuellement en construction en France, à l'exception de Superphénix. Ces éléments montrent qu'à tous les niveaux de la conception, la volonté de passer précipitamment au nucléaire et le souci de rentabilisation se font toujours au détriment de la sécurité.

LES MODIFICATIONS À MOITIÉ FAITES

Lorsque la décision de ne construire que des centrales PWR fut prise —à l'origine les deux filières PWR et BWR étaient retenues, avec commandes passées à deux groupes industriels différents— quatre modifications devaient être apportées aux huits *«tranches»* remplaçant les BWR non retenus :

o Les tranches devaient être totalement indépendantes, pour *«faciliter la lutte contre les actes de malveillance»*. C'est-à-dire que dans une centrale, chaque tranche doit pouvoir fournir de l'électricité, indépendamment des autres. L'éventualité *«d'actes de malveillance»* n'est peut-être pas la seule raison de cette modification. L'expérience prouve en effet que les centrales PWR tombent en panne assez fréquemment.

o Le groupe turboalternateur, qui produit de l'électricité grâce à la vapeur d'eau fournie par le réacteur, devait être disposé différemment, en prévision d'un éventuel éclatement du groupe, comme cela s'est produit récemment à la centrale au fuel de Porcheville. En effet, l'éclatement pourrait, si le groupe avait la position primitivement retenue, endommager le bâtiment réacteur.

o Pour mieux contrôler les fuites d'eau contaminée, en provenance du circuit primaire, une double enceinte devait entourer le réacteur.

o Pour pouvoir *«noyer»* à coup sûr le réacteur, en cas de fusion du cœur, par exemple, les voies d'injection d'eau devaient être constituées en blocs indépendants, de façon à ce qu'une panne sur l'un d'eux ne puisse pas se répercuter sur les autres.

Or, actuellement, qu'en est-il ?

Les deux premières modifications sont conservées, mais les deux dernières disparaissent. Elles ne visaient d'autre but que la sécurité de l'installation. Autrement dit, on se fixe une conception précise des centrales, alors que la centrale de Fessenheim, tête de série des PWR en France, fonctionne à peine et a connu de multiples problèmes de mise au point. Notre lecteur, qui souligne l'aspect *«pari»* de cette conception technique figée, s'ajoutant au pari de la construction des seize autres centrales PWR, du type Fessenheim, indique les raisons officiellement avancées :

—*«Diminuer les risques techniques»*. En clair, cela veut dire que toute modification technique risque d'entraîner des retards dans la construction (implications non prévues de la modification) et donc dans le couplage au réseau électrique. Voilà le *«risque»* : ne pas produire à temps.

—*«Dégager des économies sur le plan financier»*. Ce qui se passe de commentaire.

OU EN EST L'ASSURANCE QUALITÉ ?

Entre le moment où est décidé le schéma de principe de la centrale et celui de son démarrage, les travaux se font à trois niveaux :

—Les études : la hâte avec laquelle a été mis en place le programme, les plannings irréalistes qui en ont découlé, ont amené la direction de l'EDF à mettre en œuvre une grande partie de ses moyens d'étude. Ainsi, deux bureaux travaillent sur le sujet, l'un à Paris, l'autre à... Marseille. D'où, selon notre lecteur, confusion, fatigue, temps perdu, et en définitive, dilution des responsabilités, système bureaucratique...

—La construction en usine : compte-tenu des plannings, les contrôleurs au niveau des usines sont la plupart du temps accaparés par le souci de faire sortir le matériel *«à l'heure»*.

—La construction sur le chantier : les retards, que l'on constate sur tout chantier s'ajoutent aux précédents.

Sur trois stades, l'EDF a mis en œuvre ce qu'elle appelle *«l'assurance qualité»*. Cela revient à faire assurer le contrôle de la fabrication par le constructeur, à charge pour lui d'apporter la preuve du contrôle. *«D'où,* écrit notre lecteur, *un contrôle remplacé du côté d'EDF par des monceaux de papier, un contrôle bureaucratique ressemblant à ce sketche où Francis Blanche questionne un faux fakir :*

—«Pouvez-vous me dire la date de naissance de monsieur» ?

—«Oui»

—«Il peut le dire ! Il est vraiment formidable» !

De fait, il ne pouvait pas y avoir d'autre façon de procéder : en raison des plannings très serrés, les contrôleurs en usine ne peuvent faire face et ont été submergés. Dans le cas de Framatome, constructeur des chaudières, l'assurance qualité a dû avouer son échec.

UNE CERTAINE CONCEPTION DE LA SÛRETÉ DES CENTRALES

Un ordinateur va gérer l'entrée des portes avec des laissez-passer magnétiques. Chaque travailleur aura son laissez-passer, et se verra ouvrir certaines portes, et pas d'autres. Un double réseau de barrières sera mis en place, le premier étant destiné aux manifestations ! La direction travaillera dans un bâtiment de surveillance où elle pourra *«tenir»* huit jours, avec un groupe électrogène de secours...

Maire-Séguy-Ferry mercredi soir antenne 2

DES NATIONALISATIONS... POUR QUOI FAIRE ?

● Mercredi soir, Antenne 2 organisait un face à face entre Ferry, vice-président du CNPF, grand patron de la sidérurgie et les dirigeants de la CGT et de la CFDT, Séguy et Maire. Ce débat n'a rien apporté de bien nouveau sur les positions de chacun des participants, mais, en plein milieu des négociations sur le programme commun, prenait une signification particulièrement intéressante.

FERRY : «TOUT EST NÉGOCIABLE, SAUF...»

Le vice-président du CNPF s'est présenté comme un homme «ouvert, prêt au dialogue», à qui les syndicats n'arrêtent pas de faire des procès d'intention. Bien sûr, il y a du chômage, et c'est un problème grave, mais enfin, il ne faut rien exagérer... Faisant appel au vieux modèle de consommation pourtant bien mort et enterré, il a ressorti les arguments archi-usés sur le nombre de voitures et de télés, l'augmentation, paraît-il spectaculaire, du pouvoir d'achat multiplié selon lui, par 2 en quinze ans, la ligne de croissance française... jusqu'à la crise. La crise ? Ce n'est pas un mal spécifiquement français, et nous avons moins de chômeurs que les Etats-Unis, l'Angleterre, et même l'Allemagne, dont on parle tant. Dans cette situation, une seule solution pour lui : faire un effort, être responsable. Le patronat ferait des efforts : les 300 000 emplois promis pour les jeunes d'ici la fin de l'année, et pour les chômeurs, ce n'est quand même plus aussi dur qu'avant !

Mais, monsieur Ferry, ce tableau cent fois dressé par les gens qui nous gouvernent, qui peut-il encore abuser ? Vous qui vous dites «le bouc émissaire», qui prétendez bien connaître, de par vos «origines modestes», les conditions de vie des sidérurgistes, qu'avez-vous à dire sur les 83 morts d'Usinor, les 23 morts en Lorraine en 75, le million et demi de chômeurs ? Qu'avez-vous à proposer sinon la patience et le calme, de faciliter la tâche des patrons ? Les refrains sur «l'entreprise, moyen de créer de l'emploi, des richesses que l'on partage», ce n'est plus le moment de les chanter, quand vous licenciez 16 000 sidérurgistes, quand vous faites la chasse aux «faux» chômeurs, aux «faux» malades. Vous avez fait votre temps, et vous le savez bien, quand vous annoncez que le CNPF est en train de préparer un «projet de société ouvert, qui fera preuve d'imagination, d'ouverture, basé sur la conciliation, la raison, l'intérêt général». Rien que du camouflage grossier de la décrépitude de votre système. «Tout est négociable», avez-vous dit, sauf une chose, qui est bien l'essentiel : votre pouvoir. *«Tout est négociable, sauf ce qui met en cause l'unité du commandement, et tout ce qui introduirait dans l'entreprise une hiérarchie parallèle».*

SÉGUY : «L'EXEMPLE DE RENAULT»

Plus d'une fois, sur tous ces assauts de démagogie, Ferry a dû entendre au cours du débat, quelques vérités moins bonnes à dire. Cependant, la prestation de Georges Séguy, était de bien mauvais niveau et pris dans ses contradictions, le leader de la CGT s'est souvent trouvé mal à l'aise, principalement sur deux points : les relations PC-CGT, et les nationalisations. Sans cesse, il a dû réaffirmer *«qu'il était là en tant que syndicaliste, que jamais la CGT n'avait proposé l'extension des nationalisations sur la demande des travailleurs, que la CGT n'avait pas attendu le programme commun pour proposer la nationalisation de la sidérurgie, de l'automobile, des groupes pétroliers».* Sans arrêt sur la défensive, alignant des arguments sur l'indépendance syndicale sans pouvoir convaincre le moins du monde. Et pour cause.

Sur la question des nationalisations, il a redit qu'elles avaient été détournées, que «trop souvent», elles servaient le patronat, mais que malgré tout, elles étaient pour ainsi dire, les seules à faire des bénéfices, opposant Renault à la sidérurgie. Se plaçant, comme le PCF, du point de vue rentabilité, efficacité économique, lutte contre le gaspillage... il s'est retrouvé très vite en difficulté : après avoir lancé une véhémente attaque contre *«les détournements des fonds de la nation que constituent les investissements de capitaux français à l'étranger»* il est resté quasiment muet quand Ferry lui a demandé : *«Et Renault ?»*. Il n'a pu que confirmer qu'une entreprise nationalisée, fonctionnant bien, équilibrée, pouvait tout à fait investir à l'étranger. Ce qu'il a montré en fait, c'est qu'il se plaçait lui aussi dans la même logique capitaliste, celle de faire des bénéfices, et d'exporter des capitaux.

MAIRE : «L'EFFICACITÉ SOCIALE DES NATIONALISATIONS»

Edmond Maire était nettement plus à l'aise. Dédouané de toute allégeance directe aux partis de la gauche, après la série de critiques qu'il a adressées au PS et au PC depuis plusieurs mois, il a une fois de plus mis l'accent sur ce qui fait la spécificité des revendications de la CFDT, les conseils d'ateliers, le pouvoir dans l'entreprise... «nous sommes pour l'efficacité économique des nationalisations, mais nous sommes aussi, et tout autant pour leur efficacité sociale, nous entendons par là pour l'extension du pouvoir des travailleurs à l'intérieur des entreprises nationalisées... Nous voulons mettre en route un processus qui évite ce que nous avons connu en 45. Car ce que nous avons connu en 45, ce sont des nationalisations dont ne se plaint guère monsieur Ferry et le CNPF. Ce sont des nationalisations étatiques. On a transféré le pouvoir du patronat avant la guerre à l'Etat. Mais cet Etat étant dominé par le grand patronat depuis maintenant trente ans dans notre pays, ces nationalisations étaient mises au service des intérêts patronaux. Nous disons qu'il faut éviter absolument de recommencer les mêmes erreurs.

Il faut faire la preuve de l'extension du pouvoir des travailleurs dans ces nationalisations pour que, sur cette base solide, nous continuions le développement de ce que nous appelons la propriété sociale des moyens de production, qui nous semble, en tout état de cause, inscrite dans les perspectives de l'avenir».

Reprenant à la fois l'inquiétude des travailleurs devant des nationalisations comme celle de Renault ou de la SNCF, qui ne peuvent constituer ni un exemple ni un objectif pour les travailleurs et leur exigence d'un type de société différent, où les ouvriers ont leur mot à dire, Maire ne répond cependant toujours pas à une question de taille : comment, dans quel but, critiquer les partis de gauche, précisément parce qu'ils sont incapables de mettre en application ces revendications, et dans le même temps, tout faire pour que pas une voix ne leur manque en mars 78.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES

Niort : 13 chauffeurs en colère

Les treize chauffeurs d'une petite entreprise de transport de la région de Niort (Deux-Sèvres), sont actuellement en grève totale et illimitée. L'objectif poursuivi par ce mouvement : supprimer tous les transports le samedi après-midi ainsi que le dimanche, afin que ces jours-là, les transporteurs puissent prendre congé.

Jusqu'ici, les jours de repos étaient pris suivant le bon vouloir du patron. Face à la grève, celui-ci a seulement trouvé à déclarer : «*Si vous continuez à faire grève, je vous donne mon entreprise*» en co-gérance pour un franc symbolique ! Les travailleurs maintiennent leurs revendications.

Marins en grève

Les marins, au nombre d'une trentaine, du pétrolier de la Shell , *«Dolabella»*, sont rentrés en grève vingt-quatre ce week-end. Ils exigeaient une amélioration de leurs conditions de travail ainsi qu'une relève plus fréquente sur le bateau.

A la suite de ce mouvement, ce sont les marins d'un second pétrolier de la société Shell, qui se sont mis à leur tour en mouvement, cette fois, à Fos-sur-Mer.

Blanchisserie de Grenelle : une demi-heure bien utilisée

Les ouvriers et les ouvrières des Blanchisseries de Grenelle (situées à Issy-les-Moulineaux) dans la banlieue parisienne, viennent après un court arrêt de travail d'arracher plusieurs augmentations substancielles. La direction de l'établissement a cédé sur les points suivants :

—augmentation du salaire mensuel de 2 %,
—augmentation de la prime de fin d'année de 8 %
—en outre, une prime de l'ordre de 100 F a été obtenue pour les travailleurs ayant au minimum dix ans d'ancienneté.

Cette petite victoire n'est cependant qu'une partie des objectifs salariaux que se fixent les travailleurs de l'usine à court terme : avec leur section syndicale CGT, ils réclament en effet un salaire minimum de 2 300 F pour quarante heures de travail hebdomadaire ainsi qu'une nouvelle augmentation de 5 %. On se souvient que les travailleurs des Blanchisseries de Grenelle étaient déjà rentrés en lutte il y a un an pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

Wagons-lits : non au «couplage»

Les représentants des syndicats CGT et CFDT des wagons-lits internationaux, viennent de rencontrer leurs collègues espagnols, à Madrid, ce week-end. L'objet de cette rencontre visait à discuter les actions à engager pour s'opposer au *«couplage»* sur les trains. La SNCF là encore veut rentabiliser : elle vient en effet de faire connaitre son intention de faire assurer par un employé seul le service de deux wagons-lits, alors que chaque employé jusqu'ici ne s'occupait que d'un seul. Cette mesure interviendrait à partir du 25 septembre.

Communiqué

BAL ORGANISÉ PAR LES OUVRIERS DE GERVAIS DANONE

Les ouvriers de Gervais-Danone qui occupent leur usine et refusent leur licenciement, organisent un bal :
Samedi 17 septembre
à 21 h dans l'usine
26 chemin du Pont de Vivaux (Marseille)

(avec Maurice Guilhem, un groupe de chanteurs occitans, Danièle Stéphan).

LUTTES OUVRIERES

À la SNIAS (Suresnes)

NON AUX 323 LICENCIEMENTS

La direction de la SNIAS (Société Nationale Industrielle Aérospatiale) vient de convoquer, en réunion extraordinaire, le Comité Central d'Entreprise. Au cours de cette réunion, elle a confirmé son projet de licencier plusieurs centaines de travailleurs employés dans sa division *«avions»*. Pour l'instant, c'est au total 323 ouvriers de la SNIAS de Suresnes, dans la région parisienne, qui sont menacés à court terme d'être mutés dans d'autres usines de la société, c'est-à-dire à plusieurs centaines de kilomètres de chez eux, avec de surcroît la perte certaine de leurs salaires antérieurs et pour certains, de leur qualification.

Et la SNIAS entend ne pas leur laisser le choix. Ou les travailleurs acceptent *«de plein gré»* ces mutations ou ils seront purement et simplement licenciés pour *«motif économique»*.

● Jeudi, les travailleurs de la SNIAS de la Courneuve avaient débrayé pour l'augmentation des salaires et l'emploi. La direction ayant sanctionné 4 délégués syndicaux en avançant qu'une délégation de Suresnes était entrée dans l'entreprise pendant la réunion, un nouveau débrayage a eu lieu, pour protester contre ces avertissements.

La pré-retraite à 60 ans

«LES VIEUX RESPONSABLES DU CHÔMAGE !»

Après avoir dépensé des millions pour une publicité grossière en faveur de la pré-retraite à 60 ans, le gouvernement publie avec presque autant de tapage le résultat ridiculement bas de cette campagne. En tout, 127 travailleurs ont fait une demande pour l'obtenir ! Quoi d'étonnant quand on sait que cette pré-retraite ampute de 30% le salaire, quand on connaît l'isolement où se retrouvent aujourd'hui les vieux travailleurs qui accèdent à la retraite. En réalité, la publication de ces résultats, à un moment où le chômage atteint des sommets record, où la campagne pour l'emploi des jeunes ne fait guère illusion, tente de faire porter la responsabilité sur ces travailleurs de 60 ans qui *«occupent»* la place des jeunes ! D'autant qu'un ouvrier plus jeune, pas encore usé par des années de travail, est jugé plus rentable.

Grèves tournantes chez Myris

Depuis deux semaines, les ouvriers de chez Myris à Limoux ont déclenché une série de grèves tournantes, atelier par atelier. Ils refusent le système de primes qui, d'un mois à l'autre, peut faire varier le salaire de plus de 400 F ! A chaque changement de collection, le rendement baisse, le temps que les ouvriers s'adaptent aux nouvelles formes. Du coup, les primes de rendement et d'économie «pour ceux qui savent ne pas gaspiller le cuir» baissent aussi. Les grévistes demandent à être payés sur la base de la moyenne des six derniers mois de salaire.

Licenciements dans l'Hérault et le Gard

La société des tuyaux Bonna, à Vendargues (Hérault, vient de licencier 21 salariés.

La fabrique de pantalons «Rica Lewis» au Vigan, dans le Gard, emploie 40 ouvrières. En juillet, la direction faisait chronométrer leur travail, et début septembre le résultat est là : les ouvrières qui ne font pas le rendement exigé seront licenciées. Elles sont douze dans ce cas. Peu d'espoir de retrouver du travail au Vigan, où il n'y a guère d'emplois pour les femmes. A Cogetex, une autre fabrique (bas et sous-vêtements féminins), une nouvelle machine est arrivée du Japon : 4 ouvrières ont dû partir. Quant à Rande-Bresson, l'autre usine de textile, elle investit aujourd'hui en Tunisie.

CGT-CFDT-FEN : pas trop pressés

CGT et CFDT de la fonction publique se sont rencontrées le 12. De cette première réunion depuis les vacances, il n'est rien sorti de bien précis. «Action revendicative» a dit la CGT. Mais «pas de précipitation». La CFDT serait favorable à une «action d'envergure nationale». Pour l'heure, la seule décision a été de rencontrer la FEN. Décision de principe, il n'y a pas encore de date pour cette réunion.

INFORMATIONS GENERALES

L'échec du satellite européen

UNE BONNE AFFAIRE POUR LES USA

● Cinquante quatre secondes après son lancement, la fusée américaine Thor-Delta et le satellite européen OTS (Orbital Test Satellite) qu'elle devait mettre en orbite explosaient en vol à 10 kilomètres d'altitude. C'en était fini des espoirs des techniciens européen qui avaient coopéré à la mise au point du satellite. Celui-ci doit actuellement reposer par vingt mètres de fond près des côtes de Floride. Avec le satellite OTS, c'est un important programme commercial de télécommunications qui se trouve à l'eau pour plusieurs mois et qui est peut-être même définitivement compromis.

Le satellite OTS était un prototype destiné à effectuer plusieurs expérimentations pour la mise au point d'un programme commercial de satellites de télécommunications européens. L'échec de son lancement remet en cause ce programme. OTS a été construit pour le compte de l'agence spatiale européenne par le consortium européen Mesh regroupant plusieurs sociétés européennes pour la construction de satellites de télécommunications. Dix pays sont présents dans ce consortium (RFA, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Suède et Suisse). Il devait être placé sur orbite géostationnaire circulaire de 39 500 kilomètres, à la verticale du Gabon. Géostationnaire, c'est-à-dire qu'il accompagne la terre dans son mouvement de rotation, et donc qu'il reste par rapport à elle toujours dans la même position. Pourvu de deux panneaux scolaires pour son alimentation électrique de batteries et de réserves de carburant afin de corriger sa position, il avait une durée de vie de cinq ans.

UN PROGRAMME EXPÉRIMENTAL

Le satellite européen devait procéder à plusieurs expériences de télécommunications :

—Essais de transmissions de communications téléphoniques et d'émissions de télévision entre plusieurs pays d'Europe

—Essais de transmissions sur diverses fréquences afin d'étudier de nouvelles techniques : signaux codés

—Essais de transmission de données d'ordinateur, notamment pour la transmission immédiate des données des expériences faites à l'accélérateur de particules du CERN.

—Liaison entre les calculateurs des divers centres de l'agence spatiale européenne.

—Télé-impression entre Stockholm et Malmö d'un magazine suédois.

L'échec d'OTS est lourd de conséquences pour le programme de télécommunication de l'ESA (agence spatiale européenne). Il était prévu en cas de succès, la construction rapide de deux satellites de télécommunication (ECS) utilisés commercialement par diverses sociétés de télécommunication dont les PTT, ceci n'étant que les premiers pas d'un programme plus important. Le lancement d'OTS qui devait avoir lieu en juin avait déjà été retardé par un incident de la fusée Thor-Delta. Il semble que c'est un incident du même type (rupture d'une attache d'une fusée du premier étage) qui se soit à nouveau produit, mais cette fois en vol, déséquilibrant la fusée. Un second satellite pourrait être prêt en six mois, mais le problème du lanceur demeure, la conception de la fusée étant à revoir, à moins de risquer de nouveaux déboires.

LA CONCURRENCE USA-EUROPE

Si on ne peut pas accuser les USA d'avoir volontairement provoqué l'échec du programme européen, leur attitude revient pratiquement à cela. Le lanceur utilisé n'en était qu'à son troisième tir ; des problèmes avaient déjà été détectés. Le 20 avril dernier déjà le satellite scientifique européen Géos n'avait pas été placé sur l'orbite prévue par le lanceur américain. Il est certain que ceux-ci ne sont pas intéressés par les projets européens qui les concurrencent. Le marché des télécommunications par satellites s'annonce considérable, de nombreux pays sont intéressés par des satellites pour développer leurs communications. USA et pays européens sont en concurrence sur ce marché. L'échec d'OTS est une aubaine pour les USA qui resteront encore longtemps sans concurrent sérieux dans ce domaine, d'autant que l'Europe ne parvient pas à mettre au point un lanceur européen.

Au tribunal de Nanterre

Un peu de lumière sur certaines pratiques policières

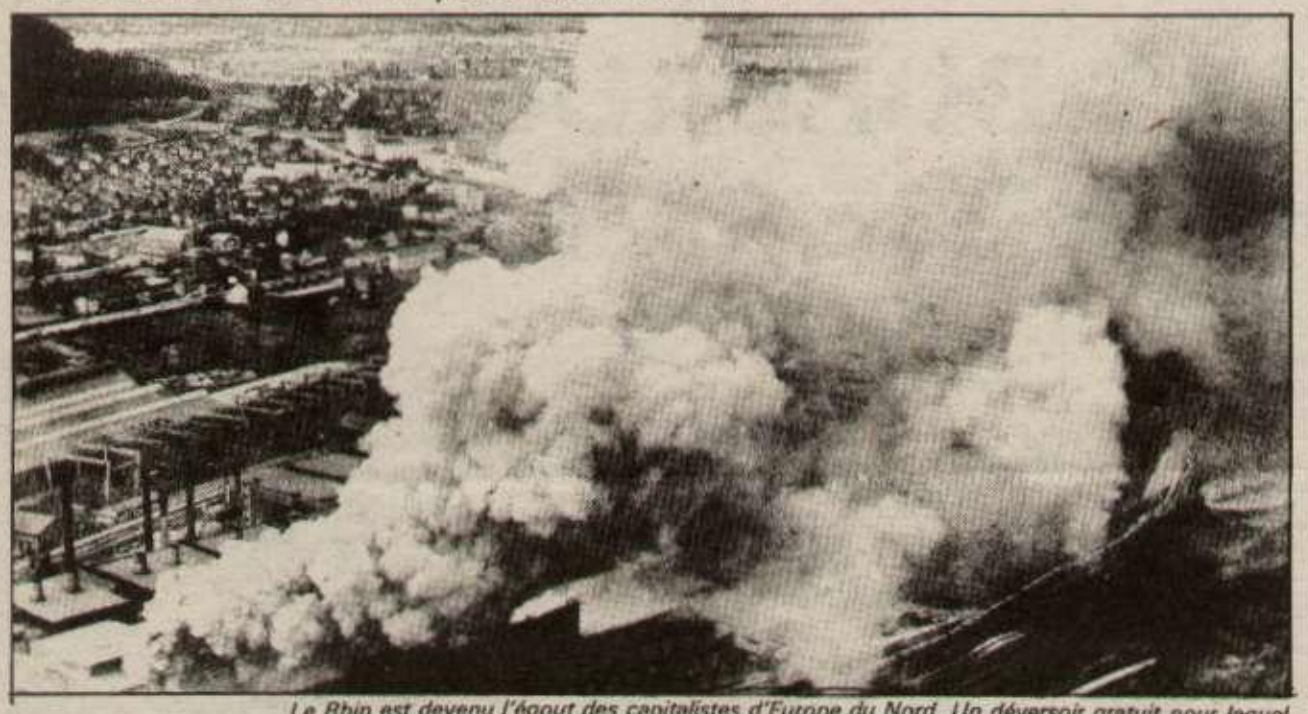
Procès peu ordinaire au tribunal de Nanterre mardi dernier. Il s'agissait en principe de juger une banale agression contre un commerçant. Le 19 février dernier, plusieurs hommes s'attaquent à un commerçant tunisien, celui-ci parvient à mettre en fuite ses agresseurs et reconnaît parmi eux son neveu : Lassad Aouina.

Aouina a provoqué l'embarras des juges et de la police en déclarant que ce hold-up avait été organisé avec l'assentissement de la police.

Aouina est en effet un indicateur régulier de la police, travaillant pour la 6e brigade territoriale. Ce fait a été reconnu par les policiers. En échange des renseignements fournis, il a l'assurance de n'être pas expulsé de France bien qu'il n'ait pas de papiers. Les policiers lui avaient promis des papiers à condition qu'il leur fournisse un «braquage en flagrant délit». C'est la raison pour laquelle Aouina à qui on avait promis qu'il serait relâché dans les 8 jours a entraîné 7 complices dans le hold-up contre son oncle. Ceci a évidemment été démenti par les policiers qui ont prétendu ne jamais utiliser de telles méthodes. L'avocat d'Aouina a rappelé à l'inspecteur divisionnaire Salmon mis en cause dans l'affaire qu'il avait déjà été inculpé avec 3 autres policiers pour «voies de faits assimilables à des phénomènes de torture». Il a fait ressortir qu'Aouina, s'il avait vraiment voulu faire un hold-up, n'aurait pas pris le risque de s'attaquer au magasin de son oncle. Aouina a été condamné à 18 mois de prison dont 10 avec sursis, il sera certainement expulsé.

Cette affaire illustre la façon dont la police utilise et manipule des individus qu'elle maintient dans une situation illégale, afin de contrôler la délinquance.

Application par la France de la convention internationale sur la pollution du Rhin



Le Rhin est devenu l'égout des capitalistes d'Europe du Nord. Un déversoir gratuit pour lequel ils ne sont guère pressés de financer une épuration réelle.

UN «TAPIS ROULANT» POUR LES DÉCHETS INDUSTRIELS

Cela fait plus de treize ans que la signature d'un tel accord traînait. En 1963, ces 5 pays riverains mettaient sur pied une *«Commission internationale pour la protection du Rhin contre les pollutions»*. Pendant treize ans, de réunions en conférences, les bourgeoisies européennes ne pouvaient se mettre d'accord, pendant que les eaux du *«fleuve malade»* s'empoisonnaient de plus en plus.

LE VIDE-ORDURE DES INDUSTRIELS

Le Rhin tien lieu de déversoir gratuit et facile à de multiples industriels échelonnés des Alpes à la Mer du Nord. Le Rhin est aujourd'hui une rivière morte, tuée par les substances chimiques et le sel. Tuée par la recherche d'un profit rapide au mépris de l'environnement : à Chalampé dans le Haut-Rhin, l'usine Rhône-Poulenc déverse à elle seule dans le fleuve 107 310 tonnes de produits chimiques, de polluants organiques, d'hydrocarbures dans l'eau, chaque année. Les rejets d'hydrocarbures ont fortement contaminé le fleuve. Abandonnés soit directement dans le Rhin, soit un peu partout dans son bassin, les hydrocarbures comme l'essence s'infiltrent dans le sol à une vitesse sept fois supérieure à celle de l'eau. Comme il suffit de quantités minimes d'essence pour altérer le goût de l'eau, cette pollution peut rendre impropre à la consommation des réserves considérables d'eaux souterraines. Sur son seul cours inférieur, le Rhin charrie chaque jour quelques 12 000 tonnes de produits pétroliers ! Le bassin hydrographique Rhin-Meuse est, compte-tenu de la concentration industrielle, au premier rang des bassins francais

●Le projet de loi permettant l'application de la Convention Internationale sur la pollution du Rhin, a été mis à l'étude par le dernier Conseil des Ministres. Cette convention internationale, signée par l'Allemagne, les Pays-Bas, la République Fédérale Allemande et la Suisse, vise à limiter la pollution saline du Rhin par les mines de potasse d'Alsace, les Soudières Alsaciennes et Allemandes. Les cinq États signataires s'engagent à limiter leurs rejets et à financer en commun une opération de réduction des rejets des potasses d'Alsace dans le Rhin.

avec le Nord, pour la pollution. Les installations des mines de Potasse d'Alsace, les mines de charbon allemandes et les soudières déversent dans le fleuve près de 10 millions de tonnes de sel par an ! Une production de sel jetée à l'eau et qui pourrait pourtant largement subvenir aux besoins du pays ! Pour les Hollandais, qui utilisent l'eau (épurée) du Rhin comme eau de boisson et qui s'en servent pour irriguer leurs champs, la facture d'épuration devient de plus en plus lourde... La convention européenne prévoit l'interdiction de déversement dans le fleuve d'une quinzaine de produits chimiques très dangereux. Pour le sel, il a été décidé de commercer par le plus gros producteur, les Potasses d'Alsace. Le sel extrait devra être remis là d'où il a été extrait et ce, sous forme de saumure. Il sera injecté, au rythme de 20 kilos par seconde, dans des couches géologiques profondes, situées à — 1 800 mètres, et dont l'eau est trop salée pour être utilisable. Dans une deuxième phase, le rythme des injections sera porté à 60 kilos par seconde.

L'ÉGOÛT DE L'EUROPE DU NORD

Cette technique simple, qui a l'avantage d'être écologique puisqu'elle réintroduit le sel dans son site) est assez coûteuse. Rien que pour les premières années, les frais de mise en place du système s'élèveront à 132 millions de francs. Après de longs débats, l'opération sera financée par les Néerlandais (34 % de la note), 30 % par les Allemands, 30 % par les Français et 6 % par les Suisses. Les Néerlandais préférant en l'occurence payer plutôt que d'investir des sommes considérables dans l'épuration des eaux....

Un aperçu de la *«confiance»* réciproque qui règne entre les 5 : les Allemands sont tenus d'informer leurs partenaires de la quantité de leurs propres rejets de sel (150 kg par seconde environ) qui ne seront pas traités, déchets issus des houillères et des fabriques de soude. Les autres pays craignent en effet que la RFA ne profite de la diminution de la pollution saline issue des Potasses d'Alsace pour se débarrasser de plus grandes quantités de chlorures qu'auparavant !

Malgré la signature de cette convention et les projets de loi portant ratification dans les 5 pays, le Rhin ne redeviendra pas propre pour autant. L'injection du sel dans le sous-sol représente seulement 20 % de ce qui est déversé à l'heure actuelle dans le fleuve ! Ce qui veut dire que le Rhin continuera à charrier plus de sept millions de tonnes de saumure par an !

Quant aux produits chimiques interdits, ni les normes de rejet, ni les programmes d'équipement antipollution ne sont mis au point, ni même près de l'être... Enfin, la pollution due aux déchets urbains et la pollution thermique et radioactive, due aux centrales nucléaires, vont en se développant.

Toutes choses qui éclairent bien l'incapacité réelle des bourgeoisies européennes à résoudre un problème aussi grave et finalement techniquement simple. Ceci au mépris des besoins en eau de millions de citadins et de paysans, et des conséquences à long terme d'un tel bouleversement écologique. Pendant le même temps, les industriels de l'antipollution, les marchands de systèmes d'adduction d'eau potable, font fortune. Pour les profiteurs, le maintien et le développement de la pollution, à la fois une nécessité vitale et une raison d'être...

Pierre PUJOL

UN TONNEAU PERDU : ROTTERDAM PRIVÉE D'EAU !

Le 23 juin 1969, le Rhin était contaminé par un tonneau d'insecticide pur, perdu accidentellement par une péniche en aval de Bingen. Les quelques dizaines de kilos de substance active (un insecticide organochloré : l'endosulfan) qu'il contenait, suffirent pour faire périr en quelques jours près de vingt millions de poissons ! Pendant une semaine, une partie des Pays-Bas et en particulier la ville de Rotterdam, seront privés d'eau potable et les Néerlandais ne disposeront que de bouteilles d'eau minérale.

LES SOIXANTE JOURS DU NITRITE DE SODIUM

La célèbre Food and Drug Administration (FDA) américaine, vient de donner 60 jours aux industriels américains de l'alimentation pour leur prouver l'inocuité du nitrite de sodium. La FDA est chargée de surveiller la qualité des aliments et donne la chasse, à ce titre, aux produits cancérogènes.

Le nitrite de sodium est très utilisé dans l'alimentation pour la coloration des jambons (rose), de la viande. Le nitrite de sodium est en outre un conservateur qui inhibe le redoutable Clostridium Botulinum, germe responsable du botulisme qui entraînait autrefois des intoxications mortelles. La FDA pense que le nitrite de sodium pourrait faciliter la formation de diméthylnitrosamine, dont le rôle cancérogène est reconnu.

En France, le taux de nitrite toléré dans les aliments est de 150 milligrammes par kilo. Il faut noter que cette dose peut être souvent dépassée, de nombreuses charcuteries étant préparées de manière artisanale.

France-Musique cinquante producteurs menacent de démissionner

Après la démission de Louis Dandrel, rédacteur en chef de FR 3, 50 producteurs, soit la moitié de l'équipe, ont décidé de donner leur démission : *«Si la direction de Radio France garantit une réelle autonomie à un nouveau rédacteur, nous ne partirons pas»*, ont-ils précisé. Jacqueline Baudrier devra tenir compte de ce nouvel élément dans sa politique de *«normalisation»*. En attendant, plusieurs émissions ont d'ores et déjà dû être remplacées par des programmes enregistrés.

Arrestations de 4 militants corses

Dans la nuit de mardi à mercredi des coups de feu avaient été tirés contre la villa du procureur général Bernard à Bastia. Mercredi matin, quatre militants corses étaient arrêtés : José Stramboni, Luis Sarrochi, Jean Nicolai et Louis Acquaviva.

José Stromboni est l'ancien président de la Jeune chambre économique de Bastia, un militant de la première heure de la cause corse, il a participé activement à la lutte contre les déversements de boues rouges par la Montedison. Les quatre pourraient être inculpés et déférés devant la Cour de Sûreté de l'état.

Le travail manuel au conseil des ministres

Un an après son annonce, Stoléru a communiqué en conseil des ministres le lancement de la formule du livret d'épargne manuel. Il s'agit là sans conteste d'une des plus importantes réformes de ces dernières années. Le livret d'épargne manuelle doit permettre aux travailleurs manuels qui adhèrent à cette formule de recevoir de l'État après 5 ans d'épargne aux taux de 8,5% net d'impôts une prime d'aide au lancement d'une entreprise de 15% du montant de l'investissement et un prêt bonifié. Les intéressés devront s'engager à déposer chaque mois sur le livret un minimum de 100 francs, le maximum autorisé étant de 500 francs. Faire miroiter aux ouvriers un avenir d'artisan, Stoléru n'a rien trouvé de mieux pour revaloriser le travail manuel, avec quelques autres gadgets, c'est tout ce qu'il propose depuis qu'il est en poste.

téléphonez au quotidien 636 73 76

POLITIQUE

Les Échos et la «dialectique du PCF»

Le jour du sommet de la gauche, le journal «*Les Échos*» a publié un dossier sur les nationalisations qu'entrainerait une victoire électorale du programme commun. Onze pages consacrées d'une part à un bref commentaire des dispositions de l'actuel programme de la gauche, et d'autre part à une longue liste des diverses entreprises que «*les Échos*» estiment concernées par ces négociations. Suivant la logique indiquée notamment par le PCF, la liste arrive au chiffre de 1350 entreprises concernées. Partant des neuf groupes industriels actuellement nommés par le programme commun, l'étude y ajoute conformément à ce programme les banques, les assurances, le secteur de la sidérurgie, les industries nucléaires *«ainsi que d'autres entreprises faisant l'objet de prises de participation majoritaire, à savoir les transports maritimes et aériens, les ressources du sous-sol et la distribution d'eau.»*

A tout cela sont ajoutés *«les groupes Peugeot-Citröen et Total qui, selon le P.C., devraient venir grossir les rangs à l'occasion de la réactualisation du programme commun.»*

Le but de cette *«démonstration»*, outre le *«catastrophisme»* qu'elle vise à établir chez les patrons encore hésitants, est principalement de montrer ce que l'auteur appelle *«la dialectique du PCF»*. Elle met effectivement en évidence la manière dont la logique de ce parti conduit à un engrenage pouvant lui permettre une mainmise, certes progressive, sur les rouages essentiels de la machine économique, en les concentrant entre les mains de l'État.

Cette démarche mise en parallèle avec une colonisation politique de certains postes stratégiques de l'appareil d'État permettrait au PCF un contrôle quasi-total de l'économie nationale, au moins en ce qui concerne les industries de pointe. Cette phase envisagée très précisément par le parti de Marchais correspond à une première étape ; la deuxième, sans qu'une séparation nette existe, consiste d'une part à renforcer la main-mise existante, et d'autre part à mettre un personnel de direction et d'encadrement à sa solde aux divers postes où son contrôle commence déjà à s'exercer.

«Les Échos» s'inquiètent de savoir si le parti socialiste constitue un rempart suffisamment solide vis-à-vis de ce capitalisme d'État. Ce n'est donc pas un hasard si cette publication a lieu le jour de ce sommet où se joue justement la renégociation de ces postes-clé.

Olivier LUSSAC

A propos d'une étude «des cahiers du communisme»

LES BUREAUCRATES CONTRE LA LIBERTÉ

● Une idée qui fait son chemin, c'est celle d'un PCF préparant pour la France un projet capitaliste d'Etat, bureaucratique et mutilant pour les libertés. C'est même un des points sensibles de la réflexion des travailleurs, par ailleurs influencés par les propositions économiques. *«Oui, mais les libertés ?»* Le PCF s'efforce d'éluder ces questions, ou bien d'y répondre à sa manière. C'est le cas d'une étude qui, paraît ce mois-ci dans les *«Cahiers du communisme»*, sous le titre *«Les libertés contre la bureaucratie»*.

La bureaucratie est effectivement un mal qui ronge la société, et dont les masses subissent tous les jours l'arbitraire et les abus. Le tout est de savoir d'où elle vient, cette bureaucratie ? Peyrefitte avait répondu à sa manière : il s'agit d'un *«mal français»* difficilement curable. Le PCF a aussi sa réponse : la bureaucratie est avant tout due à l'action des monopoles, *«monopoles»* qui cachent leurs décisions anti-populaires dans un maquis de procédures, réformes, contre réformes, circulaires, etc...

«Les comportements bureaucratiques (recherche permanente d'une couverture administrative, rejet de toute innovation...) peuvent alors s'analyser comme l'expression d'une relation conflictuelle entre l'État «privatisé» et ses agents». On pourrait déjà ironiser sur les milliers de permanents du PCF, cherchant toujours la couverture de quelqu'un plus haut placé, rejetant toute innovation personnelle... Peut être aussi sont-ils eux aussi, *«en relation conflictuelle» avec leur direction.*

Mais l'essentiel n'est pas là. La dernière raison avancée pour expliquer cette bureaucratie est la *«non légitimité»* des hauts fonctionnaires qui règnent sur l'administration. Entendez par là qu'ils ne sont pas élus.

L'explication détermine les solutions. Le PCF ne met pas une seule seconde en cause le développement hypertrofié de l'administration de la France impérialiste. Il ne met pas une seconde en cause les multiples rouages inutiles et qui n'ont pour seul but que d'empêcher toute initiative des masses. Au contraire, l'étude des *«Cahiers»* précise bien *«il ne s'agit pas ici de sous-estimer les exigences d'organisation de la société qui proviennent des conquêtes sociales et des mutations technologiques et qui contribuent à l'extension de certaines fonctions administratives»*. La réalité du *«socialisme»* que veut le PCF apparait ici : pas question de réduire à sa plus simple expression les différents rouages qui font écran entre ceux qui exercent le pouvoir et les masses. Pas question de faire en sorte que la classe ouvrière, exerce les tâches administratives nécessaires. Pas question, en un mot, que celle-ci ait un accès direct au pouvoir.

L'exemple de lutte contre la bureaucratie : celui de l'URSS ! Ici Plisonier et Kirilenko

Les seules *«solutions»* qu'avance le PCF sont aux antipodes du socialisme. D'une part, renforcer le pouvoir des communes et régions par l'élection des conseils au suffrage universel, et d'autre part *«neutralisation»* de l'État. Le PCF continue à développer la fiction d'un État bien séparé du corps des fonctionnaires, lesquels seraient *«principalement des citoyens»*.

Pourtant, derrière la mystification, il y a autre chose : en admettant que l'existence des fonctionnaires soit non seulement égale à celle d'aujourd'hui, mais puisse encore croitre, en renforçant le système de *«délégation de pouvoir»* sous forme d'élection de type bourgeois, le PCF montre que la bureaucratie inhérante à tout État capitaliste ne peut que s'amplifier encore. Le seul remède à la bureaucratie, c'est le pouvoir effectif des masses, et cela le PCF ne le veut pas.

N.D.

«MAJORITÉ» : SOURIRES AUX LÈVRES, POINGS DANS LES POCHES

● Pendant que les négociateurs du programme commun donnaient le spectacle de la division, les partis de droite, de leur côté, s'attachaient à offrir un visage«d'unité» à l'occasion de la signature de leur «manifeste». Ils étaient là, tous les quatre, à la télévision, Soisson le giscardien, Bertrand Motte, le représentant du «Centre national des indépendants» repêché par Chirac aux dernières élections de Paris, Lecanuet, du CDS, et Chirac pour le RPR. Pas un qui n'insiste sur *«la cohésion», «l'unité», «la conception commune»*... : les insultes échangées il y a à peine quelques mois semblaient bien oubliées, comme devait le dire Soisson : *«nous avons complètement tourné la page des querelles d'antan»*.

Pourtant, il sera difficile à la droite de dissimuler que les querelles qui la divisent, loin d'être apaisées quant au fond, sont simplement mises de côté pour une période. De fait, aucun des problèmes qui avait empêché, en juillet dernier, la première tentative d'entente «majoritaire» d'être un succès, n'est aujourd'hui résolu. A l'époque, quand Chirac invitait ses partenaires à se rencontrer le 10 juillet, deux questions avaient fait obstacle : d'une part, le rôle du premier ministre ; d'autre part, la nature du programme à élaborer. Sur ces deux points, ce sont pour l'instant les positions du RPR qui semblent l'emporter : Barre a été absent de la négociation, et le texte commun adopté est une déclaration générale qui n'a rien d'un programme de gouvernement précis, comme le demandaient les giscardiens.

Pourtant, Soisson continuait hier d'affirmer : *«Il y aura des objectifs d'action qu'il appartiendra au gouvernement de préciser sous sa responsabilité»*. Autrement dit, la réunion des partis n'a pas réglé la question du programme de la «majorité» : cette tâche revient à l'équipe composée par Barre à son image. Naturellement, Chirac s'est bien gardé de se prononcer sur ces propos-là : le RPR compte en effet maintenant se livrer pour son propre compte à sa propre campagne, sur son propre programme, qui ne sera pas celui du gouvernement giscardien.

Il reste que, jusqu'ici, le poids parlementaire décisif du RPR a empêché le premier ministre d'intervenir comme il l'aurait voulu dans le jeu politique : on ne cesse de reparler des initiatives qu'il s'apprêterait à prendre, et celles-ci tardent toujours à venir. Et, pour les giscardiens et les centristes, le problème reste de réduire la place des ex-gaullistes. C'est ce que vient de proclamer ouvertement, de son côté, l'absent de la petite cérémonie de mercredi : Servan-Schreiber. En annonçant tout haut ce que chacun savait se passer en coulisse : des réunions communes entre les formations non RPR de la «majorité», le dirigeant du parti radical mettait en difficulté ses partenaires engagés de leur côté dans la négociation avec Chirac. Soisson a beau multiplier les déclarations vertueuses, où il rejette tout *«front qui pourrait être dirigé contre l'une quelconque des formations de la majorité»* : il n'exclut pas qu'un front se constitue séparément du RPR : une manière de s'opposer sans le proclamer maladroitement.

Car l'évolution des contradictions internes à la gauche donne plus de corps que jamais à la tentative giscardienne d'ouverture en direction du parti socialiste. Encore faudrait-il, pour mettre sur pied une «majorité» de ce style, disposer d'une place suffisante pour les «centristes» au Parlement. Il n'est possible d'y parvenir qu'à condition de limiter la place du RPR, et donc de le combattre. Si, comme les partis de droite ne cessent de le répéter en ce moment, ils n'ont pas les mêmes divergences que PS et PCF sur leurs projets de société, ils n'en conservent pas moins d'importantes divisions tactiques.

Jean LERMET

la renégociation du programme commun

LES PÉRIPÉTIES DU SOMMET DE LA GAUCHE

Dès le début du sommet, il demandait que ce point soit examiné prioritairement, mais ne fut pas suivi par le PS et PC ; c'est donc en début de soirée quand la discussion arriva sur ce point qu'après une suspension de séance prise à son initiative, il annonçait à ses partenaires son intention d'interrompre la discussion, et lisait devant la presse un papier déjà rédigé. S'agissait-il d'une rupture lui a-t-il été demandé ? *«Non, c'est une suspension»* a-t-il répondu, et toutes ses déclarations de jeudi matin s'abstenaient soigneusement de présenter comme définitif, ce refus de poursuivre la négociation.

La situation propre des Radicaux de Gauche au sein de l'union de la gauche, permet pour une bonne part d'expliquer cette attitude. Eclipsé nettement de l'avant-scène ces derniers mois par l'empoignade PS-PC, Marchais évitant soigneusement de lui décocher des flèches ; victime pourtant de cette campagne au même titre que le PS, et même plus compte-tenu de son électorat lié pour une bonne part aux couches moyennes qui sont particulièrement rebutées par les positions du PCF sur la hiérarchie, les nationalisations ; cantonné par le PS au rôle de simple appendice de ce parti qui lui marchande très chichement les circonscriptions pour 78. Telle était jusqu'à hier soir la situation du MRG.

Rompre avec cette situation, revaloriser sa position face au PS en affirmant à la fois son originalité, et sa fermeté contre le PCF, était pour le MRG la condition pour maintenir son unité et éviter les transfuges vers la droite.

En effet, l'unité du MRG est menacée perpétuellement par les radicaux de droite et les initiatives de Servan-Schreiber, et Fabre se doit de la préserver non seulement pour le résultat électoral de 78, mais aussi et surtout pour le rôle que le MRG entend jouer dans le futur gouvernement, ne se cantonnant pas à jouer les auxiliaires fidèles du PS dans sa rivalité avec le PCF, mais affirmant son originalité. Le moyen trouvé pour affirmer cette originalité a été hier, cette sortie du sommet qui d'une part, permet de braquer les projecteurs sur Fabre, d'autre part, pourrait déboucher sur quelques concessions de ses partenaires, permettant au MRG de se targuer devant ses électeurs d'un succès effectif. C'est pourquoi Fabre après son éclat s'est bien gardé de fermer la porte à une reprise des négociations, et de donner à ses déclarations de mercredi matin, le ton d'un ultimatum.

La même volonté de se réattabler pour négocier semble présente chez ses partenaires. Les commentaires du PCF qui tout en se demandant si *«cet éclat délibéré n'était pas destiné à faire pression sur la négociation pour empêcher la poursuite d'une discussion véritable et imposer un diktat unilatéral»*, réaffirment que la *«possibilité d'un bon accord»* existe toujours. Quant aux commentaires à venir du PS, s'ils ne souscriront pas forcément à la méthode et au moment choisis par le MRG, ils ne sauraient s'en désolidariser, ni évidemment refuser de réouvrir dès que possible la négociation.

Les raisons qui devraient pousser en fin de compte les trois partenaires à reprendre les discussions, trouvent avant tout leur origine dans le fait que ni les uns, ni les autres, n'ont de solutions de rechange immédiates.

Pour le PCF, il est évident que son projet de capitalisme d'Etat ne peut trouver de début de réalisation, que pour autant qu'il participe du gouvernement, qu'il dirige des ministères et peut installer ses hommes dans l'administration. Une rupture aujourd'hui, outre qu'elle les contraindrait à fournir des explications difficiles aux travailleurs menés en bateau depuis quinze ans sur la stratégie d'union de la gauche, n'offrirait aux dirigeants du PCF aucune solution de rechange pour promouvoir son projet.

Pour le PS, il dispose lui, bien sûr, d'une solution de rechange pour accéder au gouvernement, il s'agit d'une alliance avec les centristes qui rejetteraient PC et RPR dans l'opposition. Mais une telle solution, qui évidemment est depuis longtemps à l'étude au PS, ne saurait rentrer dans la vie immédiatement ! Une rupture avant les élections de l'union de la gauche, compromettrait l'unité du PS, et lui coûterait électoralement assez cher. Elle ne peut aboutir qu'au terme d'un processus.

Pour ces raisons, il nous semble que l'interruption de mardi soir ne sera qu'une interruption et non une rupture, et qu'en fin de compte après un ou plusieurs sommets, un accord devrait se réaliser. Il n'en reste pas moins que de tels accidents de parcours démontrent une fois de plus les profondes divergences de la gauche déchirée entre deux projets capitalistes distincts. Ces divergences si elles sont surmontables, du moins formellement sur le papier, avant les élections, réapparaîtront après les élections avec une acuité accrue et porteront plus qu'en germe la future rupture de l'union de la gauche. Les communistes révolutionnaires mettent à profit tous ces accidents de parcours de l'union de la gauche aujourd'hui pour mettre en garde les travailleurs : ni le capitalisme d'Etat du PCF, assorti de promesses démagogiques, ni l'austérité «raisonnable» du PS et du MRG, ne constituent une issue à la crise du capitalisme !

Déclaration préliminaire de Robert Fabre

«Union de la gauche pour une démocratie avancée, oui, capitalisme d'état, non». C'est en ces termes que Fabre s'est alors exprimé. Pour le leader du MRG, *«une partie de l'électorat avait hésité à nous accorder leurs suffrages par crainte d'une évolution vers le collectivisme, vers le centralisme bureaucratique, vers l'emprise excessive de l'Etat. Il faut que soit soulignée d'avantage notre volonté de maintenir et de développer le secteur privé de l'économie et parfaitement délimités les contours du secteur public»*. Fabre rappelle donc son hostilité aux nouvelles nationalisations et à la réforme des offices fonciers Fabre a conclu : *«Nous sommes venus aujourd'hui avec la ferme intention de rechercher un accord, mais nous devons d'emblée affirmer qu'un accord, pour nous, ne peut signifier reniement. Le débat peut porter sur des points secondaires, sur les modalités d'application, il ne peut en aucun cas remettre en cause l'essentiel de l'accord de 72, et les engagements que le PS et le PCF ont pris à notre égard»*.

LE MATIN
SOMMET DE LA GAUCHE
COUP D'ECLAT DES RADICAUX

LE MATIN
SOMMET DE LA GAUCHE
RUPTURE

D'une édition à l'autre

DÉCLARATION DE MITTERRAND

JEUDI À 9 H 30

J'ai reçu la lettre du secrétaire général du PCF invitant le PS à poursuivre la discussion sans désemparer. Hors de la présence des radicaux de gauche, qui s'en sont, il est vrai, provisoirement je l'espère, exclus d'eux-mêmes. Nous avons répondu que nous avons convoqué notre comité directeur pour le 19 septembre, afin de prendre les décisions qu'impose une situation que nous déplorons hautement.

«Je m'adresse d'abord aux millions de Françaises et de Français, la majorité, qui ont mis dans la gauche et plus précisément dans l'Union de la gauche leur confiance et leur espoir. Ils savent que depuis 12 ans, dans les bons et les mauvais jours, je n'ai cessé de croite que l'Union, et seulement l'Union, l'Union de la gauche sera capable de leur apporter ce qui leur manque le plus ; l'égalité des droits et des chances, la responsabilité de leurs propres affaires, la certitude que la France retrouvera l'élan de grands moments de son histoire. En dépit des traverses, je le crois encore, je le crois toujours et c'est ce que je viens leur dire aujourd'hui.

Le film des évènements

Mercredi 10h 25 : début réel du sommet ; après le temps consacré a poser pour les photographes. Lecture des déclarations préliminaires (voir ci-contre), dans l'ordre par Mitterrand, Marchais et Fabre.

11h : examen du premier chapitre, celui des mesures sociales. On saura dans la soirée que des points secondaires comme la retraite, les congés maternités ou l'augmentation des allocations, sont réglés. Les désaccords subsistent sur le SMIC, ou la hiérarchie.

12h 45 :les négociations interrompent leurs travaux pour manger sur place.

13h 30 : la délégation du PCF sort «pour aller boire un café». En fait, les dix du PCF iront faire le point dans une salle de l'Assemblée nationale toute proche.

15h : reprise des travaux. Le chapitre «mesures sociales» n'est pas encore terminé.

19h 20 :les radicaux de gauche demandent une suspension de séance, après un premier tour de table sur la question des nationalisations, premier point du chapitre «mesures économiques».

19h 50 : les MRG reviennent et annoncent a leurs partenaires qu'ils quittent la séance. Le PCF proteste, puis propose au PS de continuer la discussion a deux «dans le cas ou le MRG ne voudrait pas poursuivre la négociation». Enfin, le PCF annonce qu'il attend ses ses partenaires jeudi matin, à 10h, place du Colonel Fabien.

20 h 05 : Fabre et Marchais quittent la salle (au moment du journal télévisé). Marchais veut parler le premier, Fabre le coupe d'un «moi d'abord !» Fabre reproche au PCF son «intransigeance» et continue «dans ses conditions, la délégation du MRG estime, dans l'intérêt même de la gauche, que l'actuelle réunion au sommet ne peut se poursuivre. Elle souhaite que les trois partis approfondissent leur réflexion pour rechercher dans les meilleurs délais, les bases d'un accord». Dans une déclaration commune, puis au micro de chaque radio, Marchais s'offusque mais précise «nous continuons de penser qu'à condition de faire effort les uns et les autres nous pouvons parvenir à un accord. C'est notre volonté, je le répète».

Le PS et Mitterrand se taisent toujours... Fabre annonce que le bureau national des radicaux de gauche se réunira demain matin.

Jeudi : la presse fait preuve de modération,: à la une, dans l'*Humanité* un communiqué du BP réaffirmant la volonté du PCF de parvenir à un accord. Les traditionnels éditos politiques des membres du PS dans le *Matin* sont consacrés à la peine de mort...

7h 30 : Fabre est à RTL : il précise qu'il ne fait pas de politique fiction *«nous vivons actuellement au jour le jour»* et espère que le PS fera *«lui aussi preuve de fermeté»*. On apprend que le bureau national des MRG ne se réunira qu'à 16h

8h : Fabre est à Europe 1.

9 h 30 : La foule des journalistes se presse au siège du PS, où Mitterrand doit faire la déclaration tant attendue. En fait, il se bornera à rappeler son attachement au programme commun, son *«combat mené depuis des années en faveur de l'union de la gauche»*. Le PS se tient prêt pour toute nouvelle réunion, et s'abstiendra de toute déclaration d'ici au lundi 19, date de la réunion du comité directeur. Mitterrand n'ira donc pas à 10 heures place du Colonel Fabien. Pendant que le premier secrétaire s'éclipse rapidement, Defferre déclare dans les couloirs que l'attitude des radicaux l'a surpris, mais qu'il comprend leur raison. Pour faire bonne mesure, il ajoute que les socialistes étant polis, ils téléphoneront au PCF, pour les avertir de leur absence ce matin...

10 h : La délégation du PCF est présente au siège, avec d'autres membres du bureau politique, et attend...

Des promesses imprudentes aux reculs successifs

Enquête de Suzanne VALLÉE

● C'est désormais une véritable bataille politique qui se livre autour de Manufrance et du sort de 500 travailleurs. Récemment, Durafour, qui faisait sa rentrée politique avec une interview au *Progrès* a fait apposer sur les murs de la ville, des affiches disant : *«Ne laissons pas Sanguedolce brader Manufrance»*. 48 heures plus tard, le nom du maire PCF était recouvert par des bandeaux portant celui de Durafour. La municipalité, quant à elle, se borne à réaffirmer qu' *«elle est très attachée au développement des activités de cette entreprise au si grand renom, qui peut et doit vivre en maintenant la dualité de ses activités grâce à la qualité de ses productions. Elle fera les démarches nécessaires pour empêcher la poursuite de l'invasion du marché français par des importations d'armes de chasse à bas prix qui met en cause la production de Manufrance»*. Cette attitude est révélatrice de l'embarras qu'éprouve cette équipe de gestionnaires engagée par ses promesses au cours d'une campagne électorale qu'elle ne pensait peut-être pas gagner.

Pour les candidats *«de gauche»*, la crise de Manufrance, qui dure depuis 3 ans, serait de trois ordres : *«La crise économique du système capitaliste : inflation et chômage réduisent le pouvoir d'achat de la population et provoquent des difficultés dans certains secteurs commerciaux, et notamment dans la vente des armes, qui par ailleurs sont concurrencés de manière déloyale par des importations à bas prix. La politique actuelle du gouvernement qui laisse se développer la crise pour «assainir» notre économie sur le dos des travailleurs. L'incompétence et l'insouciance des dirigeants de l'entreprise, y compris ceux qu'avait mis en place M Durafour»*.

Refuser le plan proposé par ces dirigeants, qui prévoyait plus de 1 000 licenciements, désigner pour PDG Henri Fontvieille, cadre de Manufrance et ancien secrétaire du Comité d'Entreprise, désigner comme représentant de la mairie au Conseil d'Administration un adjoint socialiste, Brunon Vennin, et un ouvrier de l'entreprise, René Nicolas, conseiller municipal, membre du PCF, telles ont été les premières initiatives de la mairie d'union de la gauche en ce qui concerne Manufrance.

Les premières, et jusqu'à présent... les seules. Car, après avoir beaucoup crié qu'il n'y avait pas de licenciements, que c'était aux pouvoirs publics de prendre leurs responsabilités, que l'entreprise était viable et que les possibilités de relance existaient, voici que l'on tient un autre langage : c'est, tout d'abord, le refus de la municipalité de gérer cette entreprise qui lui est échue, alors qu'elle est majoritaire au conseil d'administration : *«' ous n'avons pas vocation à jérer une entreprise». «C'est au « pouvoirs publics de prendre leurs responsabilités»*. Tel est le nouveau leit-motif que l'on répète à l'Hôtel de Ville. A noter toutefois qu'ici se trouve déjà un ferment de désunion : au PSU qui demandait d'inscrire dans le programme, la *«nationalisation sous contrôle ouvrier»* de Manufrance, PC et PS ont répondu que c'était là *«des propos d'irresponsables»*.

«Nous sommes garants de l'intérêt des salariés de l'entreprise et de la population», continue-t-on cependant de dire. Soit, mais jusqu'où ? Là encore, les élus *«de gauche»* se sentent sur un terrain glissant, et l'on commence à regretter certaines affirmations trop péremptoires. *«Ne nous faites pas dire que pas un seul licenciement n'interviendra»*, déclarait fin août Sanguedolce dans une conférence de presse donnée à l'Hôtel de Ville. *«Sans doute les mesures sont-elles à prendre dans le cadre d'une commissions paritaire. Le problème continue à se discuter. Nous attendons les résultats. Pour nous, les licenciements sont la pire des choses, mais nous ne pouvons pas dire, cependant, qu'il n'y en aura pas»*. Est-ce Camille Perret, cet envoyé parisien du Comité Central du PCF, qui assiste Sanguedolce dans toutes les réunions et le rappelle à l'ordre sur un ton grondeur, qui lui a dicté ce discours *«réaliste»* ?

Et Garnier, l'adjoint PS chargé des affaires économiques, affirmait à son tour qu'il fallait tenir compte à la fois *«des données financières, de l'ampleur du passif qu'il faut apurer, des données économiques»*, et, en dernier lieu seulement, des *«données de nature sociale»*. Ce qui le conduisait à dire qu'il se refusait à envisager, *«d'ailleurs, les salariés et leurs organisations ne l'accepteraient pas, des licenciements qui viendraient accroître dans de grandes proportions le volume déjà beaucoup trop élevé de chômeurs dans notre ville»*. C'est-à-dire qu'on espère bien leur en faire accepter quelques-uns.

COMMENT ON PRÉPARE UN ABANDON

Notons dans ce rapport la discrétion remarquable de M Vennin, adjoint PS, délégué au CA et qui a beaucoup perdu de sa superbe.

Pour la mairie en place, il s'agit, avant tout, de reculer l'échéance. Chomat, premier adjoint, membre du PCF et qui brigue la députation, se félicite des succès déjà obtenus dans ce domaine : *«L'échéance fatale, primitivement envisagée au 16 août, a été reportée, les discussions entre sénateurs et syndicats se poursuivent, des évolutions sensibles et favorables sont constatées dans la démarche et les réflexions des sénateurs. Le premier ministre s'est saisi du dossier»*. Pour Chomat, toutes ces circonstances sont *«satisfaisantes»*, bien que *«des progrès encore plus considérables soient nécessaires»*. Mais ces progrés, la municipalité semble compter sur le pouvoir pour qu'il les accomplisse. Que penser de cette mise en garde moins que discrète, toujours placée dans la bouche de Chomat : *«nous souhaitons que personne ne prenne l'écrasante responsabilité d'interrompre prématurément le processus et l'évolution engagés»*. Autrement dit, que les ouvriers et leurs syndicats attendent et se tiennent cois, et laissent les autorités décider de leur sort sans intervenir...

ENTRETENIR L'EXPECTATIVE ...POUR 78 !

Si règne dans l'usine un climat d'interrogation et d'inquiètude permanente, la mobilisation est laissée exclusivement aux états-majors syndicaux et au CA, réunions intersyndicales, (F.O et syndicats de cadres compris), entrevue avec la mairie délégations au tribunal de commerce de Lyon, demandes d'entrevue et visites aux préfets de la région, entretiennent un climat d'agitation fermée, où les travailleurs attendent de jour en jour les compte-rendus des délégués.

Régulièrement, le point est fait en assemblée d'usine, avec l'ensemble du personnel. Ce genre de réunion a lieu au moins une fois par semaine, elle a pour but de *«tenir les ouvriers au courant»*. Mais les discours que tiennent les ouvriers sont plutôt généraux -comme le déclare un ouvrier à l'issue d'une de ces réunions *«de toute façon, ce n'est que repoussé»*.

De temps en temps, on déplace une *«vedette»* c'est ainsi que Marc Bruyère, secrétaire de la fédération de la Loire du PCF et... autre candidat à la députation, est venu le 1er septembre accompagné d'un adjoint au maire, faire une déclaration dans laquelle il affirme que *«le plan édulcoré par les curateurs n'est à notre avis que la reprise plus ou moins édulcorée des intentions déjà nettement affichées et qui consistent à la poursuite d'opérations destinées à satisfaire les objectifs des grandes firmes nationales ou multinationales... Les salariés ne sont pour rien dans cette situation. Ils n'ont pas à faire les frais d'une politique d'austérité... soutenue à St Etienne, sans réserve par les élus de la majorité que ce soit Durafour ou Neuwirth... Une échéance décisivé aura lieu en 78 où les Français auront à se prononcer. Il est donc vital pour aujourd'hui et pour demain de s'opposer à toute tentative nouvelle de liquidation de notre industrie.»*

Instaurons donc le statu-quo, en attendant 78 ! au mois d'Avril, (partie avant, partie après les élections) des crédits ont été trouvés auprès d'un pool bancaire, sur l'idendité duquel Sanguedolce n'a rien voulu révéler, mais dont le chef de file pourrait être la Société Générale -d'un montant de 50 millions de francs, ces crédits constituent, aux dires de la municipalité, des fonds de roulement pour une dizaine de mois- et voilà que l'on arrive en février à la veille des élections ! Quelle aubaine pour la propagande !

Mais comme même dans la perspective d'une victoire de l'Union de la gauche en 78, il convient de rattraper, si possible certains pas de clerc avancés avant les municipales, de déclaration en bruits de couloir, on prépare finalement l'opinion à des licenciements. Ainsi, tout en continuant les sarcasmes et les accusations contre Durafour, la municipalité, en la personne de François Thomas, adjoint (PCF) au maire de Saint Étienne et délégué à l'urbanisme, estimait fin août que *«les dirigeants de Manufrance semblaient frappés de sclérose»* et qu'en prenant les commandes, Durafour répondait *«un besoin de dépoussiérage... Et ce n'est après tout pas sa faute si, comme devait le montrer l'aggravation de la pagaille dans les circuits de distribution l'élu n'avait pas l'étoffe d'un grand capitaine»*.

Voilà donc l'auteur de tous les maux rendu à ses véritables responsabilités ; ce qui dispense la nouvelle équipe municipale de prendre en main l'*«affaire Manufrance» ; «Quoi qu'il en soit,* déclare Thomas, *la situation dans laquelle les dirigeants de Manufrance ont mis cette entreprise est telle que l'intervention du premier ministre parait désormais nécessaire»*. Voilà donc le sort de 500 travailleurs entre les mains de Barre !

Et pour faire bonne mesure, voilà que l'on murmure dans les cellules du PCF que *«Manufrance il y a un danger, c'est que les ouvriers s'identifient à leur boite»*, qu'*«à force de crier, sauver Manufrance»*, ils oublient que *«lorsqu'on travaille, c'est avant tout pour un salaire»*, et qu'à tout prendre, ici ou ailleurs, cela n'a pas d'importance.

Avec cette merveilleuse logique, on s'efforce de préparer l'opinion pour justifier des reclassements, avec la déqualification qui les accompagne. Et, pourquoi pas, avec les reclassements, la mobilité territoriale, comme il en existe déjà un excellent exemple sur St Étienne, celui de Peugeot. C'est une hypothèse d'autant plus probable que l'un des partenaires municipaux, le MRG, vient de proposer un *«plan»* de redressement, plan qui, tout en refusant celui des curateurs, le reprend sous certains aspects, et propose la transformation de Manufrance en Holding coiffant des *«unités plus légères et plus adaptées»*, autrement dit, des filiales, c'est-à-dire le démantèlement de l'entreprise, ce que la municipalité avait jusqu'ici toujours refusé. Et pour faire bonne mesure et faciliter cette *«restructuration»*, le MRG propose de *«se résoudre à un certain chômage technique strictement limité en effectif comme en durée»*.

Plan du MRG seul ? ou ballon d'essai de la municipalité tout entière ? Pour le moment, les travailleurs de Manufrance ne croient pas aux licenciements : *«il y aura des départs volontaires, des mises en retraite anticipées, mais des licenciements, non»*. Ils comptent encore sur l'appui de la municipalité. *«Heureusement que nous avons une mairie de gauche»*. Mais dans le passé, ils se sont opposés à plusieurs reprises aux licenciements et n'ont pas reculé devant des *«grèves sauvages»*.

Lundi, au cours d'une conférence de presse qui a duré un quart d'heure, la municipalité de Saint-Étienne a annoncé la création imminente d'une commission chargée de faire l'amalgame entre le plan des curateurs et celui que vient de présenter le directeur du département des produits manufacturés de Manufrance, ainsi que d'autres propositions venues de sources diverses. Ce n'est pas le maire de la ville qui dirigera cette commission, a souligné Sanguedolce, qui a affirmé qu'il refuserait tout licenciement... tout en admettant la nécessité d'une restructuration et donc d'une compression du personnel.

LE PLAN DES CURATEURS

- La société Manufrance ne peut se sauver par elle-même. Il lui faut une partenaire qui lui apporte des capitaux, des hommes, le crédit auprès des fournisseurs, un renom auprès de la clientèle, des techniques modernes de gestion et d'organisation (ce pourrait être «La Redoute»).
- Une contribution financière des partenaires actuels au plan de redressement, et l'acceptation de ce nouveau partenaire, majoritaire.
- Compression du personnel, soit, compte-tenu des *«postes à pourvoir dans le secteur»* et des départs *«naturels ou volontaires»* environ 500 licenciements.
- Des délais de paiement pour les créanciers.
- La consolidation de leurs prêts par les organismes de crédit.

ET LA RÉPONSE DES SYNDICATS

Tout en relevant certains aspects *«positifs»* du plan des curateurs, les organisations syndicales soulignent qu'il n'est envisagé aucune solution de *«relance»* de l'entreprise. En particulier, celle de la fabrication de nouveaux produits.

- Il faut donc : réorganiser les services, instaurer une réelle stratégie industrielle et commerciale, faire un plan de développement.
- Accepter le partenaire, mais dans la mesure seulement où celui-ci *«respecte l'entité Manufrance»*, et n'est pas majoritaire. Ce qui exclut *«La Redoute»*.
- Les licenciements sont la pire des choses. Mais, sauf en ce qui concerne l'équipe de direction, Manufrance n'a pas besoin de licencier, car de grandes possibilités de développement existent.
- L'aide de l'Etat est nécessaire.
- Nous souscrivons entièrement à la diminution des salaires envisagée, à condition qu'elle touche seulement les vrais responsables.

TOUR D'HORIZON DIPLOMATIQUE DE DE GUIRINGAUD

LES DÉCLARATIONS DE DE GUIRINGAUD

SUR LES VOYAGES DE BARRE

«A Washington, M. Barre discutera des problèmes économiques communs (...) (Il) abordera également la non-prolifération, le désarmement, la détente et la conception que nous avons des relations économiques (...)

A Moscou (...), là encore sera la détente, le désarmement, la non-prolifération et aussi certaines questions économiques».

SUR L'AMBASSADE US :

«Les États-Unis ont une ambassade très active à Paris qui est capable de les renseigner sur l'évolution de la situation française».

SUR L'ATTITUDE À BELGRADE :

«Nous n'avons pas l'intention de mettre quelque participant en position d'accusé (...), ce qui ne serait pas le meilleur moyen de faire progresser la détente.»

SUR LE DÉSARMEMENT

«Nous nous sommes tenus à l'écart car les discussions en cours (...) ne servaient qu'à masquer l'accord des super-puissances pour contrôler mutuellement le développement de leur surcapacité nucléaire et maintenir entre elles l'équilibre.

(...) En outre, le vrai désarmement ne doit pas porter sur les seules armes nucléaires mais aussi sur les armements conventionnels. Avant de présenter nos propositions, nous voulons confronter nos vues avec nos alliés américains, nos amis soviétiques et les pays du Tiers-Monde qui s'intéressent à ce problème.

SUR LES PROPOSITIONS DU PCF :

«La proposition de geler la force de frappe conduit à une alternative : ou bien réintégrer l'organisation militaire de l'OTAN, ou accepter la neutralisation progressive de la France et la contagion qui s'ensuivrait en Europe. On appelle cela la «finlandisation». Je constate une coïncidence objective entre les propositions communistes et de nombreuses propositions faites par l'URSS.»

DÉMENTI DE KANAPA

Lorsque Guiringaud proclame une coïncidence entre la politique que nous proposons pour la France et celle de l'URSS il se permet un mensonge pur et simple» *affirme Kanapa dans une riposte à Guiringaud. Dans le même «démenti» Kanapa accuse Giscard d'être* «la lanterne rouge de la détente», *précisément parce qu'il persiste à refuser ce que demande instamment l'URSS et avec lequel est d'accord le PCF : qu'il participe aux négociations sur le désarmement, sans préalable, c'est à dire sans exiger que les USA et l'URSS en abandonne la co-présidence.*

● Dans une longue interview au *«Monde»*, de Guiringaud le ministre des Affaires étrangères fait un large tour d'horizon de la politique étrangère française. En ressortent deux points :

Le gouvernement français veut poursuivre son offensive diplomatique en Afrique hors de sa zone traditionnelle de domination, notamment par un prochain voyage de de Guiringaud au Nigéria.

Mais surtout, il annonce que lors du voyage qu'il accomplit aux USA et de celui qu'il doit faire prochainement en URSS, Barre entend discuter d'une proposition sur le désarmement que l'impérialisme français soumettra à la prochaine session de l'ONU consacrée à cette question.

Selon les déclarations de Guiringaud, cette proposition s'articulerait autour de deux axes, le contrôle sur le désarmement et l'extension des mesures de désarmement. Sur le premier point, l'impérialisme français a déjà fait savoir que la co-présidence assurée de manière permanente par les USA et l'URSS à la conférence mondiale sur le désarmement qui se déroule depuis 1962, était un obstacle à sa participation. Lors de la dernière session de cette conférence, les deux superpuissances chacune de leur côté ont notifié qu'elles n'entendaient pas abandonner leur siège à d'autres. Sur le second point, l'impérialisme français demande que les armes conventionnelles ne soient pas exclues de la négociation, ce qui signifierait notamment que les superpuissances s'engageraient à voir réduits leurs effectifs de blindés et le nombre de leurs navires.

Dans une large mesure, la mise en chantier de ce projet de proposition est la réponse de l'impérialisme français aux demandes insistantes de l'URSS pour que l'impérialisme français accepte de prendre part aux grandes négociations sur le désarmement. Ces pressions s'étaient manifestées notamment lors du voyage de Ponomarev en décembre dernier et lors du voyage de Brejnev en juin. En acceptant de se soumettre à ces pressions, l'impérialisme français verrait rapidement ses moyens de défense propres minimisés, et ses possibilités de maintenir un projet propre —possibilités de plus en plus ténues par suite de l'aggravation de la confrontation entre les USA et l'URSS en Europe—, encore réduites. En préparant maintenant des propositions de désarmement, l'impérialisme français espère échapper à l'étau des superpuissances en Europe, étau encore aggravé par le blocage des négociations SALT, alors que se développent des armements de toutes sortes —notamment flotte et blindés du côté soviétique— En même temps, l'impérialisme français veut éviter la polémique, l'éviter à Belgrade en refusant d'accuser l'URSS sous prétexte que celui nuirait à la *«détente»*, l'éviter en Europe en essayant d'offrir aux USA et à l'URSS une négociation alternative aux SALT bloquées, l'éviter enfin entre lui et chacune des superpuissances en s'entendant au préalable avec chacune d'entre elles.

Ces propositions sont assurément le signe d'une certaine dégradation des positions de l'impérialisme français. Dans les années 60, l'impérialisme français n'avait jamais voulu accepter que sa politique de défense soit discutée au niveau international. Aujourd'hui, il n'a plus d'autre alternative.

G. C.

Allemagne - Affaire Schleyer

● Mesures policières

● Campagne offensive de propagande

● Dans la foulée des mesures spectaculaires de protection des personnalités, à l'aide de blindés et de chevaux de frise, le gouvernement allemand a accéléré le recrutement de 4 800 hommes destinés à être versés dans la police des frontières qui va être portée ainsi à 25 000 hommes, constituant un corps de plus en plus destiné à être la force spéciale de la répression politique.

À Genève, maître Denis Payot qui sert d'intermédiaire entre le commando qui a enlevé Schleyer et la police allemande, a déclaré qu'il estimait que le patron allemand était toujours vivant. Par ailleurs, le gouvernement allemand a laissé filtrer que la police avait transmis à maître Payot la réponse des détenus politiques au commando dans laquelle serait notamment indiqué le pays dans lequel ils souhaiteraient se rendre, s'ils étaient libérés. Ces révélations apparaissent plus comme un test pour jauger les réactions qu'elles suscitent que comme le signe que le gouvernement et l'état-major de crise envisagent purement et simplement de passer aux négociations. Le déploiement policier enregistré ces derniers jours prouve que pour le moins deux politiques sont suivies : la négociation et la répression.

Le parti de droite, la CDU, est très mécontent de la manière dont Schmidt le mouille dans cette affaire : il fait partie de l'état-major de crise d'une part et d'autre part Schmidt a décidé de mettre à l'ordre du jour de la première session parlementaire qui s'ouvrait jeudi la question du «terrorisme». La CDU est placée ainsi dans l'obligation d'appuyer Schmidt et dans l'incapacité d'exploiter à son profit les difficultés dans lesquelles l'affaire Schleyer met le gouvernement social-démocrate.

CAMPAGNE EN DIRECTION DE L'ÉTRANGER

Le soutien apporté par Giscard a eu comme résultat, outre une énorme satisfaction, la mise sur pied d'une intense campagne en direction de l'étranger.

D'abord campagne policière : mercredi la police judiciaire allemande a affirmé qu'un film découvert dans le cabinet de Klaus Croissant, réfugié en France, avait été tourné à l'aide de la «même caméra» que le film transmis par le commando qui détient Schleyer. Cette subite découverte vient à propos pour inciter la police à lui livrer l'avocat, en profitant des bonnes dispositions de Giscard.

A travers Croissant c'est la dénonciation de la répression policière en Allemagne organisée dans divers pays européens, notamment en France, que la police allemande veut étouffer. Il est présenté comme l'organisateur des campagnes de presse ainsi que des comités contre la répression. En guise de contre offensive les flics allemands ont décidé de nier en bloc. Il n'y a pas de torture blanche, l'isolement sensoriel n'existe pas, c'est une invention de Croissant. L'aumônier de Stammheim a été prié de déclarer dans la presse que les détenus politiques jouissaient d'un régime d'extrême faveur ! Tout le système grotesque de défense n'a qu'un défaut : la police allemande ne s'aperçoit qu'au bout de trois ans que tout ce qui est dit sur elle est faux.

L'OBJECTIF : ÉCRASER LA DÉNONCIATION DE LA RÉPRESSION EN ALLEMAGNE

L'objectif de cette campagne de police est destinée à transformer en délit la critique de la répression en Allemagne. Dans les journaux allemands, elle est parvenue à l'éliminer : par la censure à l'intérieur des journaux eux-mêmes. A l'étranger elle tente d'obtenir quelque chose de semblable d'abord en affirmant que ceux qui critiquent l'Allemagne sont les complices de la RAF, ensuite en niant la réalité des faits.

Dans cette entreprise, elle reçoit l'appui du gouvernement français. Guiringaud affirmait qu'il était *«regrettable de mettre en danger l'acquis extraordinaire que représente la réconciliation franco-allemande»*. Les effets s'en font immédiatement sentir, dans la presse : *Le Figaro, France-Soir* pour ne citer que ceux-ci ont embouché les trompettes de la police politique allemande.

Grégoire CARRAT

En bref...En bref...En bref...En bref...

USA : UNE BOMBE AVEC DU PLUTONIUM CIVIL

L'Administration pour la recherche et le développement de matière d'énergie a révélé mardi que les États-Unis avaient procédé à des expérimentations de bombes fabriquées directement à partir du plutonium produit dans des centrales «civiles». Cette découverte vient battre en brèche tous les arguments avancés par la France et l'Allemagne selon lesquels leurs livraisons nucléaires sont exclusivement civiles et ne peuvent avoit d'utilisation militaire.

Le top secret sur ces informations a été levé le 29 juillet. Mais la nouvelle n'est rendue publique qu'à l'annonce de l'arrivée de Barre à Washington. Une coïncidence qui indique que les USA ne sont pas prêts à accepter la distinction entre les équipements nucléaires civils et militaires grâce à laquelle l'impérialisme français voulait poursuivre ses exportations nucléaires malgré l'opposition américaine.

● Syad Barre est arrivé au Caire après avoir effectué une visite en Arabie Séoudite. Cette tournée des capitales arabes est centrée sur les discussions à propos de la situation dans la corne de l'Afrique.

● Mengistu, le chef de la junte, a lancé un appel aux armes contre les combattants d'Érythrée et d'Ogaden. Il a également annoncé un «parti des travailleurs». Ses conseillers politiques soviétiques lui ont-ils soufflé la chose ?

SAHARA

● 152 militaires marocains et mauritaniens ont été faits prisonniers au cours de la vaste opération de «ratissage» organisée par les forces d'occupation entre le 1er août et le 1er septembre. En les présentant lors d'une conférence de presse, le ministre de la Défense de la RASD a déclaré : «Nous ouvrons grandes nos portes à tout nationaliste marocain ou mauritanien qui voudrait rallier les rangs du Front Polisario.

abonnez-vous

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml ☐
- *Pékin Information* ☐
- *La Chine en Construction* ☐

Réception du *Manifeste pour le Socialisme*

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France ☐

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communard* (Paule Lejeune) + La Commune en bandes dessinées ☐
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed) ☐
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran) ☐
- *Les enfants de Xisha* (Haoran) ☐
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN) ☐
- *La Commune de Paris* (Lissagaray) ☐
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc) ☐

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons ☐
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou ☐
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline ☐
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC ☐
- Au choix, disques chiliens : *Checca* ☐ *Chile* ☐ *Resistencia* ☐
- *Naussac* ☐
  La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants ☐
- *Ki Du* (Gilles Servat) ☐
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques) ☐
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat) ☐
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques) ☐

sur présentation de la carte abonné ami du *Quotidien du Peuple*

— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)

— **Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml**

NOM (en capitales) .....
Prénon .....
Adresse .....
Ville ..... **Date** :

Abonnement normal 350 F ☐
Abonnement de soutien 600 F ☐
... F ☐

Mode de versement : —en une fois☐ —en trois fois☐

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

INTERNATIONAL

Fin du voyage de Gierek

RÉSULTATS LIMITÉS

Exit Gierek. La visite commencée en fanfare s'est achevée assez discrètement. La déclaration sur le désarmement dont le quai d'Orsay a laissé entendre qu'elle serait faite à l'occasion de cette visite a été reportée ainsi que l'annonce Guiringaud dans *«le Monde»*, à plusieurs mois.

Il reste qu'un copieux communiqué final a été signé par les deux chefs d'Etat dans lequel ils affirment qu'*«une grande attention a été consacrée à la situation en Europe...»* Ils se disent *«d'accord pour déclarer que la détente en Europe ne pourra prendre sa pleine dimension qu'à la condition que tous les Etats signataires de l'Acte final de la conférence d'Helsinki s'appliquent effectivement à mettre en œuvre l'intégralité de ses principes et de ses dispositions comme elles mêmes y sont résolues»*.

Hormis cette apologie de la détente, le second point caractéristique est la décision d'associer les PME à la coopération franco-polonaise. C'est une manière de dire que ce n'est pas sur les marchés de grosses unités de production que l'impérialisme français est en mesure de tenir tête aux Allemands, aux Américains et aux Japonais, sans parler des Russes.

En bref...En bref...

COLOMBIE

Selon les premières informations il y aurait eu 5 millions de grévistes lors de la journée de mercredi. L'armée quadrillait les rues. Une répression sévère s'est abattue sur les grévistes. On sait notamment que de nombreux enseignants grévistes ont été suspendus de leurs fonctions et emprisonnés.

THAÏLANDE

Le chef de l'armée a annoncé que 10 millions de dollars avaient été prévus pour renforcer l'armée thaïlandaise à la frontière cambodgienne.
L'armée thaïlandaise est à l'origine de plusieurs incidents sur la frontière et entretient la tension entre les deux pays depuis la libération du Cambodge.

ONU : BILAN DE NORD - SUD

La fin de la 31e Assemblée générale de l'ONU est consacrée au bilan de la conférence Nord-Sud. Les pays non alignés ont présenté un bilan de la conférence, qui a accusé les pays occidentaux d'être responsables de son échec. Le président des pays occidentaux à Nord-Sud a attaqué les pays du Tiers-Monde en affirmant qu'ils devaient faire preuve de patience et de compréhension et que s'ils minimisaient les résultats de la conférence Nord-Sud ils créeraient des conditions défavorables à la poursuite du dialogue. Le chantage, en quelque sorte.

Carnet de voyage en Somalie

La brousse comme salle de classe

par Jean-Paul GAY

Dans les bâtiments publics de Mogadiscio, toutes les formalités administratives sont faites aujourd'hui dans la langue somalienne ; dans tous les lieux publics, les inscriptions, les enseignes, en langues étrangères, notamment l'italien et l'anglais, ont été remplacées récemment par leur traduction somalienne. Ce changement correspond non seulement au remplacement de la langue des colonisateurs par la langue nationale, mais aussi à l'apparition de l'écriture de la langue somalienne.

Jusqu'en 72, en effet, l'écriture de la langue somalienne n'existait pas. Transmise exclusivement oralement, la langue somalienne, sous l'effet des invasions, avait perdu au cours des siècles, son système d'écriture ; les seules langues écrites en Somalie étaient des langues étrangères. Si les tentatives de mettre au point un alphabet somalien allèrent de pair avec l'essor du mouvement nationaliste en Somalie, les colonialistes s'opposèrent toujours vivement à l'apparition d'une expression écrite de la langue somalienne, y compris après l'indépendance. Ainsi, les Somaliens qui voulaient étudier, devaient d'abord apprendre deux ou trois langues afin de pouvoir accéder par exemple aux ouvrages techniques ou scientifiques, ce qui ralentissait considérablement les études et *«justifiait»* la présence en Somalie d'un corps d'enseignants étrangers. Ces derniers ne manquaient pas de diffuser les idées colonialistes, en jouant sur les attaches établies entre les étudiants et le pays dont ils empruntaient la langue.

La commission pour la promotion de la langue somalienne, créée par le régime au début de 71, dut surmonter les préjugés selon lesquels il était impossible de trouver l'équivalent en somalien, des termes scientifiques et techniques. Une commission fut chargée de trouver ces équivalents tandis que des recherches étaient entreprises pour mettre au point un alphabet somalien.

Lorsqu'en octobre 72, on aboutit à la conclusion qu'un alphabet de type latin était le mieux adapté, un délai de trois mois fut fixé aux

L'apprentissage de l'écriture somalienne.

fonctionnaires pour apprendre à écrire la langue somalienne : celle-ci devient donc en janvier 73, la langue officielle, remplaçant les langues étrangères (surtout italien, anglais) qui étaient utilisées dans le pays depuis plus d'un siècle.

Sur cette base-là, fut lancée début 73, en même temps que l'introduction de la langue somalienne dans les écoles primaires, une vaste campagne d'alphabétisation, qui se poursuit aujourd'hui et qui doit mettre fin à une situation où l'immense majorité de la population restait illettrée, dix ans après l'indépendance.

«La campagne d'alphabétisation vise à accroître les compétences techniques de notre population, lui permettant d'apprendre à lire et à écrire, et d'accroître ses capacités productives», déclarait Syad Barre. Développer les forces productives du pays en formant une main-d'œuvre sachant lire et écrire, tel est en effet l'objectif officiellement assigné à la campagne d'alphabétisation. Un étudiant qui a participé à cette campagne, nous explique : *«A partir d'août 74, tous ceux d'âge scolaire qui étudiaient, ont été mobilisés. De Mogadiscio, sont partis des convois pour transporter dans les zones rurales, dans la brousse, plus de 20 000 élèves et étudiants. Ceux-ci ont été répartis ainsi : soit ils restaient aux points d'eau, où passent les nomades, ils installaient leur tableau et commençaient les cours, soit ils suivaient les nomades et leur apprenaient à lire et écrire au cours des déplacements. La campagne d'alphabétisation a permis aussi de rassembler les connaissances du peuple, par exemple dans le domaine de la médecine traditionnelle. Tout devait être consigné sur des fiches par les étudiants, et une sélection était faite permettant de mentionner les choses les plus intéressantes à radio Mogadiscio. Et on a pu commencer pour la première fois, à recenser la population nomade, ainsi que mesurer l'ampleur de la sécheresse et ses conséquences. Une formule est devenue courante chez nous, c'est que, dans la brousse, chaque puits, chaque rocher, l'ombre de chaque arbre, doivent être utilisés comme des salles de classe»*.

La lutte engagée ainsi contre l'analphabétisme, et pour la défense du patrimoine culturel, à travers l'écriture de la langue, est assurément un important facteur d'indépendance, en même temps qu'un moyen essentiel, pour le nouveau régime, de disposer d'une main-d'œuvre adaptée à la modernisation engagée dans la production.

(à suivre)

PROGRAMME TELE

Jeudi 15 septembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Cinq à sec.
21 h 30 - L'événement.
22 h 30 - Allons au cinéma.
23 h 00 - Journal et fin.

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps-là la joie de vivre.
20 h 00 - Journal et fin
20 h 35 - Un taxi en or
21 h 50 - Un homme, un jour. 7 mai 1954 : Dien Bien Phu et le général Bigeard. *Bigeard fait prisonnier à Dien Bien Phu vient évoquer ses souvenirs de la coloniale.*
22 h 50 - Journal et fin.

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal.
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
20 h 30 - Comme un pot de fraises, film français de Jean Aurel (1974). Avec Jean-Claude Brialy. *Vaudeville stupide dans le genre comique-troupier.*
21 h 55 - Journal et fin.

Vendredi 16 septembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 40 - Une minute pour les femmes.
19 h 45 - Eh bien raconte.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir : Football.
22 h 10 - Magazine du football.
23 h 10 - Journal et fin.

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps là la joie de vivre.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La chasse aux hommes. *Feuilleton en sept épisodes d'après l'œuvre de Paul Vialar.*
21 h 30 - Apostrophes. Faut-il apprendre à écrire ? Avec Édouard Bled, pour «Mes écoles». André Chervel, auteur de «Et il fallut apprendre à écrire à tous les petits Français». Jeanine et Jean Guillon : «Apprendre l'orthographe». Daniel Morgaine pour «Le journal dès l'école».
22 h 45 - Journal
22 h 50 - Le père Noël a les yeux bleus. Film français de Jean Eustache (1965) avec Jean-Pierre Léaud. *A Narbonne des jeunes sans le sou font quelques larcins. L'un d'eux accepte de faire le Père Noël pour gagner un peu d'argent. Le premier film de Jean Eustache, et déjà le talent de «La maman et la putain.»*
23 h 40 - Fin.

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
20 - 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Vendredi : fait de société. Avec ou sans alliance.
21 h 30 - Portrait d'Ella Maillart. *Une dame de 75 ans raconte ses souvenirs de beatnik des années 30*
22 h 20 - Journal et fin

SPORT

Coupe d'Europe des clubs champions
Nantes - Dukla de Prague 1 - 1

CARTON JAUNE ET CARTON ROUGE...

Le premier match de Nantes en Coupe d'Europe, contre le Dukla de Prague était considéré comme une sorte de test : Nantes ferait-il aussi bien que Saint-Etienne ? Au vu du seul résultat, l'équipe de Nantes a réalisé une bonne opération en faisant match nul 1-1 à Prague, puisqu'il lui suffit d'un 0-0 au match retour (sur son terrain) pour être qualifiée.

Mais ce match, elle devra le jouer sans son ailier gauche Amisse : à la 73e minute, l'arbitre autrichien M. Spiegel sortait le carton rouge. Amisse était expulsé pour avoir frappé un joueur tchèque. Cette sanction non seulement obligea les Nantais à jouer la fin du match à dix, mais entraîne la suspension d'Amisse pour le match retour. Deux minutes avant, c'était l'arrière Tusseaux qui écopait du carton jaune. Ces deux sanctions, graves, étaient l'aboutissement logique des multiples fautes que les Nantais en venaient à commettre pour sauver leurs buts coûte que coûte. Sous la pression des attaquants tchèques à qui l'égalisation obtenue par Wisek à la 56e minute avait rendu l'espoir, l'esprit sportif était mis au vestiaire : les Nantais menaient une «guerre de tranchées» qui contrastait avec leur première mi-temps. Pendant les 45 premières minutes, en effet, loin de se cantonner dans la défensive, les Nantais firent jeu égal avec le Dukla. Ils marquaient même le premier but par Amisse qui dribblait toute la défense tchèque. Les joueurs du Dukla, très rapides, surent exercer une pression constante mais aux cafouillages de la défense nantaise, surtout en deuxième mi-temps, répondirent autant de cafouillages de leur attaque.

COUPE DES COUPES

St Etienne - Manchester 1-1

Si le score a été le même que pour Nantes, la différence est de taille puisque Saint-Etienne jouait sur son terrain.

Le match a été marqué par de violents incidents entre les supporters des deux équipes qui se sont livrés des batailles rangées : 50 blessés, dont dix graves et deux dans un état critique.

COUPE DE L'UEFA

Lens - Malmoë (Suède) 4-1
Bastia - Sporting de Lisbonne : 3-2

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles» copyright Édition Denoël **68e épisode**

Je protestai.

— Quoi, dit-elle, ça ne sera pas le commencement de la belle vie?

— Ce sera la fin de votre vie.

— Et alors? Et maintenant, c'est quoi, pour moi, la vie? Cavaler, regarder l'heure, travailler. J'aurai le temps, je me laisserai vivre.

La pendule de la Porte de Choisy marquait la demie. Arezki était déjà dans la file, mais un peu à l'écart. J'allai vers lui. Il me fit un signe. Je compris et me plaçai derrière lui sans mot dire. Lucien arriva. Il ne me vit pas et je fis semblant de ne pas le voir. Il alluma une cigarette, et comme il tenait l'allumette près de son visage, j'en saisis le profil desséché, noir de barbe, osseux.

Nous montâmes dans la même fournée. Impossible de reculer, il m'aurait vue. J'allai vers l'avant, prenant soin de ne pas me retourner. Arezki m'ignora. A la Porte de Vincennes où beaucoup de gens descendirent, je me rapprochai de lui. Il me demanda où je désirais descendre afin que nous puissions marcher un peu. Je dis : « A la Porte de Montreuil. » J'avais repéré les soirs précédents une rue grouillante où, me semblait-il, nous nous perdrions aisément.

Il descendit et je le suivis. Lucien m'avait-il vue? Cette supposition me gêna. Nous traversâmes, et, contemplant deux cafés mitoyens, Arezki demanda :

— On boit un thé, chaud?

— Si vous voulez.

Il y avait beaucoup de monde et beaucoup de bruit. Les banquettes semblaient toutes occupées.

Arezki s'avança dans la deuxième salle. Je l'attendis près du comptoir. Quelques consommateurs me dévisagèrent, je sentais leurs yeux et je devinais leurs pensées. Arezki réapparut. En le regardant s'avancer, j'eus un choc. Mon Dieu, qu'il avait l'air arabe!.. Certains, à la chaine, pouvaient prêter à confusion avec leur peau claire et leurs cheveux châtains. Ce soir-là, Arezki ne portait pas de chemise mais un tricot noir ou marron qui l'assombrissait davantage. Une panique me saisit. J'aurais voulu être dehors, dans la foule de la rue.

— Pas de place. Ça ne fait rien, nous allons boire au comptoir. Venez là.

Il me poussa dans l'angle.

— Un thé?

— Oui.

— Moi aussi.

Un garçon nous servit prestement. Je soufflai sur ma tasse pour avaler plus vite. Dans la glace, derrière le percolateur, je vis un homme coiffé de la casquette des employés du métro qui me dévisageait. Il se tourna vers son voisin qui repliait un journal.

— Moi, dit-il, très fort, j'y foutrais une bombe atomique sur l'Algérie.

Il me regarda de nouveau, l'air satisfait. Son voisin n'était pas d'accord. Il préconisait :

— ...foutre tous les ratons qui sont en France dans des camps.

J'eus peur qu'Arezki réagît. Je le regardai à la dérobée, il restait calme, apparemment.

— Il paraît qu'on va nous mettre en équipes, me dit-il.

Sa voix était assurée. Il tenait l'information de Gilles et m'en détailla les avantages et les inconvénients. Je me détendis. Je lui posai beaucoup de questions, et, pendant qu'il y répondait, j'écoutais ce que les gens disaient autour de nous. Et j'eus l'impression qu'en me répondant, il suivait la conversation des autres.

Quand je passai devant lui pour sortir, l'homme qui voulait lancer une bombe atomique fit un pas vers moi. Par chance, Arezki me précédait. Il ne vit rien. Je m'écartai sans protester et le retrouvai dehors avec la sensation d'avoir échappé à un péril.

La rue d'Avron s'étendait, scintillante à l'infini. Pendant quelques minutes, les étalages nous absorbèrent.

à suivre

Moyen-Orient :

LES CHANCES MINIMES D'UN «RÉGLEMENT» IMPÉRIALISTE _1_

Palestiniens : déterminés à combattre jusqu'à la victoire.

Reportage de Jean LERMET et Yomna EL KHALIL

• Depuis l'arrivée de Bégin au pouvoir en Israël, au mois de mai dernier, la situation a évolué au Moyen-Orient d'une façon rapide : déclarations «dures» des dirigeants sionistes, mesures d'annexion de la Cisjordanie, déclarations mitigées des dirigeants américains, réactions différentes des régimes arabes, durcissement des positions soviétiques. Quant à l'OLP, ayant terminé pour l'essentiel avec la crise du Liban, elle porte sa lutte vers la Palestine occupée. D'autre part, elle cherche à enrayer toute extension trop grave des contradictions inter-arabes, de manière à construire, fût-ce de manière fragile et transitoire, un front contre le sionisme : Arafat est ainsi intervenu pour mettre fin au conflit contre la Libye et l'Egypte. Au début de l'année 77, les États-Unis avaient promis une conférence de Genève qui réglerait la question du Moyen-Orient pour le mois d'octobre, le mois prochain. Mais de plus en plus, on entend dire que cette conférence, qui cherche à régler le problème palestinien par la voie diplomatique et au détriment des objectifs stratégiques du peuple palestinien, est impossible cette année. De plus en plus, des voix officielles et officieuses se font entendre posant l'éventualité d'une guerre. Après la tournée de Vance au Proche-Orient au mois d'août, où en est la situation du réglement diplomatique ? Quels sont les plans de réglement proposés, par les uns et les autres ?

PLAN AMÉRICAIN PROPOSÉ PAR VANCE

Pendant sa tournée au Proche-Orient au mois d'août dernier, le secrétaire d'Etat américain, Vance est venu proposer aux pays arabes (la Syrie, l'Egypte, la Jordanie et le Liban) un nouveau plan américain pour le règlement de la question palestinienne et de la crise du Proche-Orient.

Il a proposé la tenue de la conférence de Genève entre les Etats arabes et l'Etat sioniste, sans la participation de l'OLP en tant que telle dans les négociations. Pour les pays arabes, il a proposé le retrait israélien des terrritoires du Golan et du Sinaï, retrait incomplet ; mais en contrepartie, il demande aux Etats concernés, l'Egypte et la Syrie, des mesures allant dans le sens d'une reconnaissance d'Israël. Pour tant de kilomètres de terres négociées, il faut «payer» une reconnaissance : économique, diplomatique etc. Par ce plan, les Etats-Unis pensent régler définitivement la question du Proche-Orient.

Au sujet de la Cisjordanie, partie de la Palestine occupée en 67, Vance a proposé un plan allant d'une tutelle militaire israélienne de 10 ans encore jusqu'à une tutelle polittique de l'ONU de 10 ans aussi, période pendant laquelle il y aurait des élections d'une nouvelle direction palestinienne et la formation d'un État palestinien.

Sur la partie concernant les pays arabes, la Syrie et l'Égypte, Vance reprend tout à fait les positions des Israéliens qui refusent un retrait complet des territoires occupés. Mais les sionistes, avec l'arrivée de Bégin au pouvoir, semblent adopter une attitude plus «dure» sur cette question.

L'AGRESSION SIONISTE SE POURSUIT

La nouvelle équipe israélienne rejette catégoriquement tout retrait des terres de Cisjordanie et de Gaza. Pour les 10 ans à venir les USA proposent pratiquement la même chose. Les déclarations à ce sujet ne manquent pas. Quelques jours après son élection, Bégin parlait de «terres libérées» en parlant de ces zones. Cette position le conduit à être plus catégorique que les Américains sur une présence palestinienne à la Conférence de Genève. Alors que les Américains, par certaines déclarations, sembleraient prêts à accepter une présence palestinienne «intégrée» à une délégation arabe ou seulement jordanienne, Begin, lui, refuse toute personne palestinienne, considérant que le problème palestinien n'existe pas.

L'attitude d'Israël depuis mai dernier montre encore mieux les positions de cet État dans la question du règlement : les colonies «sauvages» (créées par des groupes autre que l'État) ont été légalisées. Le plan du nouveau ministre de l'Agriculture, Sharon, prévoit l'implantation de colonies importantes dans l'ensemble des terres occupées en 67, à un rythme jamais atteint par l'État sioniste. Au moment même où Vance faisait sa tournée, le gouvernement israélien annonçait l'annexion de la Cisjordanie, c'est-à-dire rattachait administrativement cette région à Israël, la considérant comme faisant partie d'Israël.

Cette politique «dure» sioniste ne risque pas d'être mise en cause prochainement à l'intérieur de l'État d'Israël : les travaillistes, au pouvoir avant l'élection de Begin (Pérès, Rabin) ont déclaré que sur le plan de la politique à adopter vis-à-vis des pays arabes, ils étaient d'accord avec le nouveau gouvernement.

PAS DE PRESSION SUR ISRAËL

Bien que les États-Unis aient montré leur désaccord avec la politique de colonisation menée par les sionistes en Cisjordanie, il ne semble pas qu'ils soient disposés à faire pression sur Israël pour arrêter ces provocations. Ils l'ont déclaré publiquement, et Vance l'a répété à Assad lors de son passage en Syrie. D'un côté les États-Unis veulent conserver l'existence d'Israël et donc ne peuvent lui diminuer l'aide militaire, économique qui lui est nécessaire et de l'autre côté, ils veulent gagner les États arabes à leur côté et pour cela, Israël doit consentir à se retirer des terres occupées en 67. Mais faire pression sur Israël, c'est risquer d'affaiblir Israël face à des pays arabes qui peuvent changer de régimes. C'est un gros risque que les États-Unis ne semblent pas vouloir courir actuellement. D'autant plus que dans l'administration américaine elle-même, les partisans du «sionisme fort» sont nombreux, et que toute mesure allant dans le sens de pressions sur Israël risque de déclencher une bataille à l'intérieur même de l'administration.

GRANDE DÉCEPTION CHEZ LES RÉGIMES ARABES

Face à ces propositions sionistes et américaines, quelle est l'attitude des régimes arabes concernés ?

D'un côté, l'Égypte s'appuie sur l'Arabie Séoudite dans la région. Les deux États parient sur une pression américaine sur Israël mais ont été déçus par la tournée de Vance qui n'a rien obtenu dans ce sens. Les deux États ont cherché aussi à faire pression sur l'OLP pour qu'elle accepte la résolution 242 du Conseil de sécurité, mais modifiée. Cette résolution ne mentionne pas le peuple palestinien, mais parle de «réfugiés», elle nie donc le problème palestinien dans son ensemble. Le calcul de ces régimes est qu'en faisant adopter la résolution 242 par l'OLP, mais modifiée, c'est-à-dire parlant du peuple palestinien en tant que tel, les États-Unis pourraient reconnaître l'OLP et faire pression sur Israël, car un des obstacles mis par les Américains pour la reconnaissance de l'OLP est son refus de cette résolution.

Pour sortir de l'impasse, le régime égyptien avait proposé la réunion d'«une conférence de travail» aux États-Unis groupant Israël, l'egypte et la Syrie, excluant ainsi l'URSS et l'OLP. Mais le refus du régime syrien de se plier à cette manœuvre, qui cache l'échec de la conférence de Genève, a mis ce projet en échec lui aussi.

D'un autre côté, le régime syrien croyait lui aussi dans une possible pression US sur Israël mais a été vite déçu par les propositions américaines pendant la tournée de Vance. Vers la fin du mois d'août, espérant peut-être encore une initiative américaine dans ce sens, Assad déclare dans une interview que l'OLP pourrait être représentée à la conférence de Genève par la Ligue arabe. Une réaction immédiate de l'OLP le fait reculer dans ses positions et actuellement, on assiste à un durcissement de la position syrienne : déclarations d'Assad sur la nécessité de libérer l'ensemble des terres occupées, préparation d'une offensive diplomatique dure contre Israël pour la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU, pour les autres conférences internationales. Par cette offensive, la Syrie cherche à s'appuyer sur l'URSS et à se rapprocher de l'OLP dans la période actuelle, pour faire face au front égypto-séoudien.

DEMAIN LA SUITE DE L'ARTICLE :

- **DIFFICULTÉS CROISSANTES DES RÉGIMES ARABES**
- **DURCISSEMENT TACTITIQUE DE L'URSS**
- **L'OLP : RENFORCER LA LUTTE ARMÉE**